

REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

N°



CHAMBRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**PROGRAMME D'APPUI AUX COMMUNES ET AGGLOMERATIONS DU
SENEGAL**

**RAPPORT DEFINITIF DE SYNTHESE DE L'EVALUATION DE
PERFORMANCE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES EN 2022**

MAI 2022

AVERTISSEMENT

Ce rapport définitif, qui constitue la synthèse de l'évaluation des performances des collectivités territoriales pour 2021, a été élaboré dans le cadre du Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal (PACASEN). Il a été arrêté par la Chambre des Collectivités territoriales de la Cour des Comptes en sa séance du 4 mai 2022. Il présente les résultats de l'évaluation des cent-vingt (120) collectivités territoriales participantes.

Transmis par le Président de la Chambre des Collectivités territoriales à la Direction des Collectivités territoriales, il contient des conclusions définitives.

LISTE DES SIGLES

ADM : Agence de Développement municipal

AFD : Agence française de Développement

ARD : Agences régionales de Développement

BCT : Bureau des Collectivités territoriales

BM : Banque mondiale

CMO : Conditions minimales obligatoires

CT : Collectivité territoriale

CTC : Coaching territorial continu

DCT : Direction des Collectivités territoriales

DGCPT : Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor

DGID : Direction générale des Impôts et Domaines

FECT : Fonds d'Équipement des Collectivités territoriales

IDP : Indicateurs de performance

MCTDAT : Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires

MOP : Manuel opérationnel du PACASEN

PACASEN : Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal

PARCA : Plan de Renforcement des Capacités

PAI : Plan annuel d'Investissement

PAC : Programme d'Appui aux Communes

PRECOL : Programme de Renforcement et d'Équipement des Collectivités locales

PTI : Plan triennal d'Investissement

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Récapitulatif des Conditions minimales obligatoires

Tableau n° 2 : Liste des CT ayant atteint les 8 CMO à l'évaluation sur pièces

Tableau n° 3 : Liste des CT qui n'ont pas atteint les 8 CMO à l'évaluation sur pièces

Tableau n° 4 : Les CMO les moins atteintes

Tableau n° 5 : récapitulatif des IDP

Tableau n° 6 : Résultats des CT-IDP à la phase de contrôle sur pièces

Tableau n° 7 : Impact du contrôle sur place sur le nombre de CMO atteintes par les CT

Tableau n° 8 : liste des CT ayant atteint les 8 CMO à la phase de contrôle sur place

Tableau n° 9 : Résultats issus du contrôle sur place des CT-IDP

Tableau n° 10 : Impact du contrôle sur place sur les scores des CT

Tableau n° 11 : Score des CT impactées par le contrôle sur place

Tableau n° 12 : Liste des CT ayant déposé une contestation sur les CMO

Tableau n° 13 : Liste des CT ayant déposé une contestation sur les IDP

Tableau n° 14 : Motifs des contestations sur les CMO par CT

Tableau n° 15 : Motifs des contestations sur les IDP par CT

Tableau n° 16 : Liste des CT ayant atteint les 8 CMO à la phase de contestation

Tableau n° 17 : liste des CT qui n'ont pas atteint les 8 CMO à la phase de contestation

Tableau n° 18 : Résultat des CT-IDP à la phase de contestation

Tableau n° 19 : Liste des CT ayant réussi les 8 CMO

Tableau n° 20 : Liste des CT non conforme à au moins une CMO

Tableau n° 21 : liste des CT ayant un score égal ou supérieur à 64 points

Tableau n° 22 : Liste des CT ayant un score inférieur à 64 points

Tableau n° 23 : Tableau détaillé des collectivités territoriales n'ayant pas atteint les CMO à l'évaluation sur pièces

Tableau n° 24 : Echantillon des communes retenues pour l'évaluation sur place

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Résultats de l'évaluation sur pièces des CMO

Graphique n°2 : Résultats de l'évaluation sur pièces des IDP

Graphique n°3 : Evolution croisée de l'atteinte des 8 CMO par les CT

Graphique n°4 : Niveau de difficulté des CMO pour les CT

Graphique n°5 : Niveau de difficulté des IDP pour les CT

Graphique n°6 : Impact de la neutralisation de l'IDP 1.2

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| AVERTISSEMENT | 1 |
| LISTE DES SIGLES | 2 |
| LISTE DES TABLEAUX | 3 |
| LISTE DES GRAPHIQUES | 4 |
| SOMMAIRE | 5 |
| RESUME EXECUTIF | 6 |
| I. ELEMENTS DE CADRAGE | 7 |
| 1.1. Présentation du PACASEN | 7 |
| 1.2. L'évaluation des performances par la Cour des Comptes | 9 |
| II. LES RESULTATS DE L'EVALUATION | 11 |
| 2.1. Résultats de la phase provisoire | 11 |
| 2.1.1. Résultats après contrôle sur pièces | 11 |
| 2.1.2. Résultats après contrôle sur place | 20 |
| 2.2. Résultats après la phase de contestation | 24 |
| 2.2.1 Listes des CT ayant déposé un dossier de contestations | 25 |
| 2.2.2. Motifs à la base des contestations des CT | 26 |
| 2.2.3. Méthodologie de traitement des contestations | 37 |
| 2.2.4. Résultats du traitement des contestations | 37 |
| III. LE RELEVÉ DES CONCLUSIONS | 41 |
| 3.1. Résultats des CMO | 41 |
| 3.1.1. Collectivités territoriales conformes aux 8 CMO | 41 |
| 3.1.2. Les collectivités territoriales non conformes à au moins une CMO | 43 |
| 3.2. Résultats des IDP | 44 |
| 3.2.1. Les collectivités ayant un score égal ou supérieur à 64 points | 44 |
| 3.2.2. Les collectivités ayant un score inférieur à 64 points | 46 |
| IV. CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS | 49 |
| 4.1. Les principales contraintes | 49 |
| 4.2. Les recommandations aux différents acteurs | 51 |

RESUME EXECUTIF

La Cour des Comptes a effectué intégralement, pour la deuxième fois, l'évaluation des performances des collectivités territoriales pilotes.

Sur les cent-vingt-trois (123) communes pilotes, cent-vingt collectivités territoriales ont participé à l'exercice de cette année. Les communes de Médina, Yeumbeul Sud et Ndiarème Limamoulaye n'ont pas déposé de dossier.

L'exercice s'est fait en deux étapes : une évaluation sur pièces sur la totalité des CT et un contrôle sur place sur un échantillon de 40 CT.

La Cour a considéré que quatre-vingt (80) collectivités territoriales ont atteint les huit CMO qui étaient au programme cette année, et 40 autres en ont manqué certaines, ce qui constitue une régression par rapport aux résultats de l'année dernière.

Cette année encore, la CMO 1 a été la plus atteinte par les CT, alors que les CMO 7 et 8 ont été les moins atteintes.

S'agissant des IDP, 7 communes ont atteint le score minimum de 64 points sur 92 requis, les 12 autres CT urbaines n'ayant pas encore à ce stade atteint ce score.

Les parties prenantes de l'évaluation ont eu plusieurs échanges et ont notamment pris date pour apprécier le niveau d'atteinte de l'IDP 1.5, qui a été introduit pour la première fois cette année. Relativement à la CMO 3, la Cour a retenu que le respect de l'esprit du Programme et l'équité entre les CT doivent prévaloir dans l'appréciation du respect de l'annuité à payer par celles-ci.

La Cour a reçu des CT recalées à la phase provisoire 34 dossiers de contestation en CMO et 6 en IDP. Il en ressort que six communes sur les quarante qui n'avaient pas atteint les CMO à la phase provisoire n'ont pas déposé de contestation et concernant les IDP les communes urbaines de Diourbel, Guédiawaye, de Kaffrine et Sédhiou n'ont pas jugé opportun de contester les résultats de la première phase.

L'examen des contestations a permis de rehausser le nombre de CT ayant atteint les 8 CMO de 80 à 106. En conséquence le nombre de CT ayant manqué une ou plusieurs CMO est de 14, dont 8 malgré la contestation.

Dans ces conditions, les communes urbaines ayant atteint le score minimum pour les IDP sont passées de 7 à la phase provisoire à 14 à la phase définitive. Cinq sur les sept CT qui ont atteint le score minimum à la phase de contestation ont réussi grâce à la neutralisation de l'IDP 1.2. Cette neutralisation a été décidée par les parties prenantes lors de la réunion d'évaluation de la phase provisoire de l'évaluation de performance tenue le 12 avril 2022.

L'évaluation de performance 2022 a permis de relever des contraintes qui ont été partagées avec les parties prenantes, et dans certains cas, fait l'objet d'harmonisation que la Cour a prise en compte. La Cour en a tiré des recommandations faites aux principaux acteurs.

I. ELEMENTS DE CADRAGE

La Cour des Comptes a évalué les performances des collectivités territoriales pilotes du Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal (PACASEN) pour l'année 2021.

1.1. Présentation du PACASEN

Le Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal est un programme du Gouvernement du Sénégal cofinancé par la Banque mondiale (BM) et l'Agence française de développement (AFD), respectivement à hauteur de 60 000 000 USD, 110 000 000 USD et 90 000 000 USD.

D'une durée de cinq ans (2018-2023), il vise, dans la continuité de l'engagement de longue date de la BM et de (AFD), à soutenir les processus de décentralisation et de développement urbain au Sénégal.

En effet, par le passé, le Programme d'Appui aux Communes (PAC), clôturé en décembre 2004 et le Programme de Renforcement des Collectivités locales (PRECOL), clôturé en décembre 2013 avaient, entre autres, mis en place (i) un système de financement combinant des prêts, de l'autofinancement et des subventions, (ii) un dispositif de contractualisation entre les communes et l'Etat.

Suite à l'avènement de l'Acte III de la décentralisation, la BM et l'AFD se sont engagées à soutenir les réformes institutionnelles y afférentes, visant la consolidation du processus de décentralisation par : (i) l'augmentation du financement des collectivités territoriales ; (ii) le renforcement des capacités des collectivités territoriales et (iii) l'amélioration des dispositifs de soutien à l'autonomisation des CT.

Pour ce faire, le PACASEN cherche à mettre en place des stratégies pour améliorer les capacités des collectivités territoriales à investir davantage dans la fourniture d'infrastructures et de services sociaux de base, grâce (i) à l'augmentation des transferts financiers de l'Etat dédiés aux investissements, en renforçant la prévisibilité, la transparence et l'équité dans l'affectation des ressources financières et (ii) à une mobilisation plus accrue des recettes locales.

Il vise également à doter les communes urbaines, notamment Dakar et les villes secondaires, de l'appui et de la capacité nécessaires pour mieux planifier, budgétiser et gérer les investissements publics locaux, tout en mettant en place un dispositif d'incitation à la performance aux fins : (i) d'améliorer la gestion des ressources publiques locales, (ii) de se rapprocher davantage de leurs populations et (iii) d'exécuter des investissements afin de mieux stimuler l'activité économique locale et améliorer les conditions de vie des populations.

Le PACASEN, coordonné par l'Agence de Développement municipal (ADM) sous l'autorité du Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCTDAT), sera, pour l'essentiel, financé par l'instrument PforR (Programme pour les Résultats) qui est particulièrement approprié pour d'une part, octroyer des subventions conditionnelles à des collectivités territoriales et d'autre part, soutenir des réformes

structurelles destinées à renforcer leurs capacités à fournir des infrastructures et des services sociaux de base. Cet instrument innovant, utilisé pour la première fois au Sénégal, permettra de promouvoir des incitations basées sur les résultats.

Ces résultats seront mesurés à travers les performances des 123 collectivités territoriales bénéficiaires du Programme.

Ainsi, l'allocation de ressources additionnelles du Fonds d'Équipement des Collectivités territoriales (FECT) à ces collectivités territoriales est soumise au respect des conditions prédéfinies dans le cadre du PACASEN, et auxquelles lesdites collectivités doivent se conformer. Le premier Guichet Performance est fondé sur des critères appelés Conditions minimales obligatoires (CMO), au nombre de huit (8). Toutes les 123 collectivités territoriales bénéficiaires sont éligibles à ce guichet.

Le deuxième Guichet Performance, plus sélectif et réservé aux communes chefs-lieux de région, aux villes et aux communes de Mbour et Touba Mosquée, est basé sur des critères appelés Indicateurs de performance (IDP), au nombre de treize (13).

Pour accompagner les collectivités territoriales dans la réunion de ces critères de financement, le Programme implique les acteurs de premier plan de la décentralisation, au niveau national ou régional. Il s'agit :

- du Service de la Formation du MCTDAT, en charge de développer la formation des élus et agents des collectivités territoriales et de les appuyer dans la planification des activités de formation à travers notamment un outil appelé Plan de Renforcement des Capacités (PARCA) ;
- de l'ADM et des Agences régionales de Développement (ARD) qui ont la responsabilité d'informer, de sensibiliser, et de communiquer en permanence avec les collectivités territoriales sur leurs obligations par un volet du Programme dénommé Coaching territorial continu (CTC) ;
- de la Direction des Collectivités territoriales (DCT), destinataire d'une série de documents des collectivités territoriales (Compte administratif, PARCA et programme triennal d'investissement), et surtout courroie de transmission des dossiers d'autoévaluation de celles-ci à soumettre à la Cour des Comptes.
- de la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCP), à travers les receveurs municipaux, qui émettent deux documents (compte de gestion et situation d'exécution budgétaire au 31 décembre) sur lesquels une partie de l'évaluation, en particulier des IDP, repose ;
- de la Direction générale des Impôts et Domaines (DGID), par le biais du Bureau des Collectivités territoriales (BCT) qui, outre les réformes fiscales, joue un rôle primordial, à travers les services déconcentrés de la DGID, dans la création et l'animation de la Commission de Fiscalité locale dont le bon fonctionnement est un IDP.
- de la Direction de l'Environnement et des Établissements classés, par ses directions régionales (DREEC), qui joue sa partition dans le domaine du respect et de la préservation de l'environnement érigé en CMO.

Le tableau des principaux acteurs est complété par la Cour des Comptes à qui le Programme a confié l'évaluation des performances des 123 collectivités territoriales pilotes bénéficiaires. En application du Programme, 2022 est la deuxième année du Programme où la Cour effectue

intégralement cet exercice, les services du groupement de cabinet Prestige/AIDF étant limités aux deux premières années (2019 et 2020).

1.2. L'évaluation des performances par la Cour des Comptes

La Cour des Comptes est l'Institution supérieure de Contrôle des Finances publiques du Sénégal. En son sein, la Chambre des Collectivités territoriales est notamment compétente pour le jugement des comptes des comptables publics des collectivités territoriales et l'examen de la gestion des ordonnateurs des mêmes entités. Le Président, les huit magistrats et les dix-huit assistants de vérification de la chambre ont participé à l'évaluation de performance.

Chaque année, un arrêté du Ministre en charge des collectivités territoriales fixe les CMO et les IDP à évaluer.

Ainsi, l'article 3 de l'arrêté n° 02462 du 16 août 2021 fixant la liste des conditions minimales obligatoires (CMO) et des indicateurs de performance (IDP) donnant accès à l'enveloppe « allocation de performance » du Fonds d'Equipeement des Collectivités territoriales (FECT) dispose que, pour l'exercice 2022, les huit conditions minimales obligatoires font l'objet d'une évaluation par la Cour des Comptes. La non atteinte d'une de ces CMO entraîne la perte définitive de la subvention.

De même, l'article 4 dudit arrêté dispose que les indicateurs de performances (IDP) 1.1 à 1.6, 2.1 à 2.3 et 3.2 et 3.3 font l'objet d'une évaluation par la Cour des Comptes. Il faut noter à cet égard que l'IDP 1.5 est introduit pour la première fois cette année. Pour donner droit à la subvention qui correspond à ce « deuxième niveau » de l'enveloppe « allocation de performance », la performance de la collectivité territoriale doit atteindre un score minimum de 64 points sur 92 à l'évaluation.

Le volume 2 « Manuel de l'évaluation annuelle de la performance » du Manuel opérationnel du PACASEN définit les principales orientations de procédure et de méthode pour la réalisation des évaluations.

L'évaluation en 2022 par la Cour des Comptes permettra d'arrêter les allocations auxquelles les collectivités territoriales auront droit à l'année 2023.

Pour l'évaluation de performance 2022, conformément au calendrier arrêté dans le MOP, la phase provisoire s'est déroulée du 25 janvier au 29 mars 2022, les rapports particuliers des collectivités territoriales et le présent rapport provisoire de synthèse de l'évaluation des performances des collectivités territoriales étant transmis à la DCT le 31 mars 2022.

Il convient de relever que, préalablement à l'évaluation, la Cour a tenu des réunions préparatoires, à savoir :

- le 15 juillet 2021 avec l'ADM et la DCT pour partager les enseignements de l'évaluation de performance 2021 et évoquer les perspectives de l'évaluation de performance en 2022 ;
- le 13 septembre 2021 avec la DCT et l'ADM pour examiner les documents de l'évaluation de performance en 2022 (MOP, questionnaires d'auto-évaluation CMO et IDP) ;
- le 12 janvier 2022 avec l'ADM et la DCT pour préparer l'évaluation de performance en 2022 (transmission des dossiers des collectivités territoriales à la Cour par la DCT, communication de documents à la Cour par l'ADM) ;

- le 20 janvier 2022, en interne, pour adopter un calendrier des travaux d'évaluation, partager la méthodologie et arrêter les rapports type de l'évaluation et préparer la réception des dossiers des CT.

Durant la phase d'évaluation, plusieurs réunions internes ont été tenues, notamment :

- le 27 janvier 2022 sur la mise en état après la réception des dossiers des collectivités territoriales ;
- le 14 février 2022 pour arrêter l'échantillon et l'organisation des équipes pour le contrôle sur place et adopter le guide de l'évaluation sur place ;
- le 15 février 2022 pour arrêter les rapports particuliers des collectivités territoriales ne faisant pas partie de l'échantillon du contrôle sur place ;
- le 23 mars 2022 pour arrêter les rapports particuliers des collectivités territoriales faisant partie de l'échantillon du contrôle sur place ;
- et le 29 mars 2022 pour l'adoption de ce rapport provisoire de synthèse de l'évaluation des performances des collectivités territoriales.

La DCT a transmis, le 25 janvier 2022, à la Cour 120 dossiers de collectivités territoriales sous enveloppes mentionnant les noms de ces dernières.

Le contrôle s'est déroulé en deux phases :

- un contrôle sur pièces à la Cour effectué du 25 janvier au 10 février 2021, dont trois jours consacrés à la mise en état des dossiers (les 25, 26 et 27 janvier 2022) ;
- un contrôle sur place au niveau des collectivités territoriales ciblées du 28 février au 12 mars 2022.

Comme indiqué, à chacune de ces deux étapes, la CCT a délibéré pour valider les rapports particuliers des collectivités territoriales avant de terminer par le présent rapport.

La Cour a transmis, le 14 mars 2022, à l'ADM un document indiquant les premières tendances de l'évaluation. Deux séances de partage sur ces tendances ont été organisées, d'abord le 15 mars 2022 avec l'ADM et ensuite le 17 mars 2022 avec l'ADM, la DCT et la BM. Les discussions ont porté sur la CMO 3 et l'IDP 1.5.

Concernant la CMO 3, la Cour a fait noter le risque que le fichier Excel des arriérés PAC/PRECOL puisse contenir quelques erreurs et demandé à l'ADM de lui fournir un fichier actualisé, ce que l'ADM a fait. La Cour a également informé que les CT n'ayant pas payé la totalité de leur annuité 2021 ont été recalées pour cette CMO ; les partenaires ont émis la demande de constater que ces CT ont respecté les préalables et même payé une partie du moratoire, et leur accorder le bénéfice de l'atteinte de cette CMO. La Cour est restée sur sa position.

S'agissant de l'IDP 1.5, les parties prenantes ont retenu d'attendre la phase de contestation pour tirer des conclusions définitives sur cet IDP. Il faut rappeler qu'il est relatif à la gestion informatisée du budget des CT alors que le logiciel GFILOC promu par le PACASEN était toujours en cours de déploiement en 2021.

II. LES RESULTATS DE L'EVALUATION

L'évaluation de performance des collectivités territoriales se déroule en deux phases. La première phase est sanctionnée par des résultats provisoires qui peuvent être contestés, dans un délai de trois semaines, par les collectivités territoriales par une saisine de la Cour. La Cour statuera sur ces contestations éventuelles pour rendre les résultats définitifs.

Pour rappel, l'évaluation sur pièces consiste, après vérification des dossiers des collectivités territoriales, à comparer les assertions de celles-ci dans le questionnaire d'auto-évaluation qu'elles ont renseigné et les pièces produites à leur appui aux critères de chaque CMO et de chaque IDP.

L'évaluation sur place consiste à essentiellement "*juger de la véracité du dossier soumis*" par la collectivité territoriale et "*auditer la matérialité des investissements*" prévus sur un échantillon de collectivités territoriales. Les équipes de la Cour établissent un rapport de mission pour chaque collectivité contrôlée mais elles n'apprécient pas la qualité des ouvrages encore moins la régularité des procédures.

En effet, la Cour effectue un audit d'attestation, qui lui permet de confirmer ou d'infirmer les résultats de l'auto-évaluation que chaque commune effectue au préalable. Cette attestation de la Cour a ainsi comme critère les CMO et les IDP et comme pièces probantes les documents fournis par les collectivités territoriales.

2.1. Résultats de la phase provisoire

2.1.1. Résultats après contrôle sur pièces

Cette partie est articulée en deux sous-parties, la première est relative aux CMO et la seconde traite des IDP.

2.1.1.1. Les Conditions minimales obligatoires

Après un rappel des CMO évaluées durant cet exercice 2022, il sera fait état des collectivités territoriales ayant déposé un dossier cette année avant de finir par les résultats issus du contrôle sur pièces.

A. Rappel des CMO évaluées

Comme indiqué plus haut (I Eléments de cadrage), l'article 3 de l'arrêté ministériel dispose que cette année, l'évaluation porte sur la totalité des 8 CMO du programme. Il s'agit de :

Tableau n° 1 : Récapitulatif des Conditions minimales obligatoires

| Conditions minimales obligatoires |
|---|
| CMO 1 : Le Budget Principal pour l'année 2021 est voté par le Conseil Municipal et soumis au Représentant de l'État au plus tard le 31 décembre 2021 |
| CMO 2 : Le compte administratif de l'année 2019 est voté par le CM et soumis à la DCT au plus tard le 31 octobre 2021. |
| CMO 3 : La Commune est à jour de ses obligations vis-à-vis de sa dette du PRECOL/PAC pour l'année 2021 et a enregistré le montant correspondant dans son budget de l'Année N |
| CMO 4 : La Commune a effectué les arrangements nécessaires pour régler sa participation financière pour le fonctionnement de l'ARD concernée, au titre de l'année 2021. |
| CMO 5 : Plan de renforcement des capacités pour les Communes et les zones Urbaines pour l'Année N soumis à la DCT avant le 31 décembre 2021 |
| CMO 6 : Programme d'investissement triennal glissant à jour et soumis avant le 31 décembre 2021. |
| CMO 7 : La Commune a respecté les procédures de passation de marchés. Elle veille à assurer notamment les préalables relatifs au plan de passation des marchés (PPM) et à la commission des marchés (CM) |
| CMO 8 : La Commune a respecté les dispositions du manuel de procédures relatif à l'évaluation environnementale et sociale des projets pendant l'Année 2022 |

Il faut cependant noter que la CMO 3 ne concerne que les collectivités territoriales enrôlées dans les programmes PAC/PRECOL et dont les échéances de remboursement, rééchelonnées ou non, courent toujours. Pour les autres collectivités, notamment les anciennes communes d'arrondissement de Dakar et les communes ayant obtenu la mainlevée de l'ADM, la Cour considère qu'elles se sont conformées à la CMO 3.

B. Nombre de dossiers vérifiés

Pour l'évaluation de performance 2022, 120 collectivités territoriales sur les 123 du Programme ont déposé des dossiers à la DCT qui les a transmis, dans des enveloppes fermées avec mention de la dénomination de la collectivité concernée, à la Cour le 25 janvier 2022.

A l'ouverture de ces enveloppes, certaines comportaient des bordereaux déchargés par la DCT sans toutefois qu'elles ne contiennent toutes les pièces mentionnées dans lesdits bordereaux. La Cour ayant saisi la DCT à cet effet, des pièces manquantes ont pu être transmises pour certaines collectivités territoriales.

Il ressort des échanges entre la Cour des Comptes et la DCT que cet état de fait a pu résulter des dépôts multiples par certaines collectivités territoriales sans établir un bordereau récapitulatif unique à décharger par la DCT.

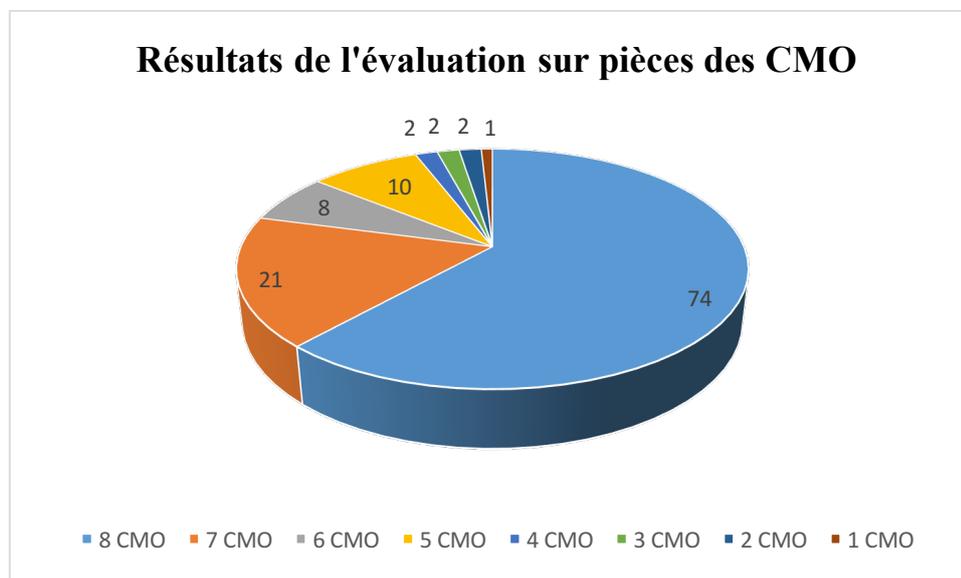
Les trois collectivités territoriales n'ayant pas participé à l'évaluation de performance 2022 sont les communes de Yembeul Sud, Ndiarème Limamoulaye et Médina situées respectivement dans les départements de Keur Massar, Guédiawaye et Dakar de la région éponyme.

Enfin, il convient de signaler que le dossier soumis par la commune de Keur Massar a été examiné par la Cour. Toutefois, la réforme administrative et territoriale définitivement entrée en vigueur avec les élections territoriales du 23 janvier 2022 a scindé ladite commune et mis fin à son existence juridique.

C. Résultats de l'évaluation des CMO par Région

La vérification sur pièces des dossiers soumis par les collectivités territoriales a donné les résultats décrits dans les tableaux ci-dessous. Il en ressort que 74 collectivités ont atteint les 8 CMO contre 46 qui en ont validé moins.

Graphique n°1 : Résultats de l'évaluation sur pièces des CMO



a) Les collectivités territoriales ayant satisfait aux 8 CMO

Tableau n° 2 : Liste des CT ayant atteint les 8 CMO à l'évaluation sur pièces

| REGION | COLLECTIVITES TERRITORIALES |
|--------|-----------------------------|
| DAKAR | 1. CAMBERENE |
| | 2. SICAP LIBERTE |
| | 3. PIKINE NORD |
| | 4. GUINAW RAIL SUD |
| | 5. DALIFORT FORAIL |
| | 6. WAKHINANE NIMZATT |
| | 7. SAM NOTAIRE |
| | 8. GOLF SUD |
| | 9. MEDINA GOUNASS |
| | 10. SEBIKOTANE |
| | 11. RUFISQUE NORD |
| | 12. RUFISQUE EST |
| | 13. MERMOZ SACRE COEUR |
| | 14. YOFF |

| | |
|--------------------|-----------------------|
| | 15. DIEUPEUL DERKLE |
| | 16. DAKAR PLATEAU |
| | 17. BISCUITERIE |
| | 18. PIKINE OUEST |
| | 19. GUINAW RAIL NORD |
| | 20. OUAKAM |
| DIORBEL | 21. DIORBEL |
| | 22. BAMBEY |
| | 23. TOUBA MOSQUEE |
| FATICK | 24. GOSSAS |
| | 25. FATICK |
| | 26. DIOFIOR |
| | 27. FOUNDIIOUGNE |
| | 28. PASSY |
| | 29. SOKONE |
| KAFFRINE | 30. BIRKILANE |
| | 31. MALEM-HODDAR |
| | 32. KAFFRINE |
| KAOLACK | 33. GUINGUINEO |
| | 34. NDOFFANE |
| | 35. NIORO DU RIP |
| | 36. KAHONE |
| | 37. GANDIAYE |
| | 38. KAOLACK |
| KEDOUGOU | 39. SALEMATA |
| | 40. SARAYA |
| KOLDA | 41. VELINGARA |
| | 42. MEDINA YORO FOULA |
| | 43. KOLDA |
| LOUGA | 44. LOUGA |
| | 45. DAHRA |
| | 46. KEBEMER |
| | 47. LINGUERE |
| MATAM | 48. WAOUNDE |
| | 49. RANEROU |
| | 50. SEMME |
| | 51. THILOGNE |
| SAINT LOUIS | 52. NIANDANE |
| | 53. ROSSO |
| | 54. GOLLERE |
| | 55. DAGANA |
| | 56. NDIUM |
| SEDHIOU | 57. SEDHIOU |
| | 58. MARSASSOUM |
| | 59. BOUNKILING |
| TABAMCOUDA | 60. DIAWARA |
| | 61. BAKEL |
| | 62. TAMBACOUNDA |
| | 63. GOUDIRY |
| | 64. POUT |
| | 65. MECKHE |
| | 66. SALY PORTUDAL |
| | 67. THIES EST |

| | |
|-------------------|----------------------|
| THIES | 68. CAYAR |
| | 69. MBOUR |
| | 70. JOAL FOU DHIOUTH |
| | 71. THIADIAYE |
| | 72. MBORO |
| ZIGUINCHOR | 73. BIGNONA |
| | 74. OUSSOUYE |

A cette première étape, les régions de Fatick, Kaolack, Kolda, Louga ont obtenu la validation des dossiers de toutes leurs collectivités territoriales participantes. A l’opposé, les régions de Dakar et Thiès ont obtenu les moins bons résultats avec respectivement 30 et 6 collectivités n’ayant pas validé les 8 CMO soit 71,42% des collectivités n’ayant pas atteint les 8 CMO évaluées. La région de Saint-Louis compte 4 aussi collectivités dans cette situation.

b) Les collectivités territoriales n’ayant pas atteint les 8 CMO

Tableau n° 3 : Liste des CT qui n’ont pas atteint les 8 CMO à l’évaluation sur pièces

| REGION | COLLECTIVITES TERRITORIALES | RESULTATS |
|-----------------|----------------------------------|-----------|
| DAKAR | 1. GUEULE TAPEE FASS COLOBANE | 7 |
| | 2. GOREE | 7 |
| | 3. VILLE DE GUEDEAWAYE | 7 |
| | 4. HANN/BEL-AIR | 7 |
| | 5. GRAND YOFF | 7 |
| | 6. HLM | 7 |
| | 7. THIAROYE SUR MER | 7 |
| | 8. DJIDAH THIAROYE KAO | 7 |
| | 9. VILLE DE PIKINE | 7 |
| | 10. BARGNY | 6 |
| | 11. RUFISQUE OUEST | 6 |
| | 12. GRAND DAKAR | 6 |
| | 13. MBAO | 6 |
| | 14. PIKINE EST | 1 |
| | 15. VILLE DE RUFISQUE | 5 |
| | 16. YEUMBEUL NORD | 5 |
| | 17. PARCELLES ASSAINIES | 5 |
| | 18. FANN-POINT E-AMITIE | 5 |
| | 19. PATTE D'OIE | 5 |
| | 20. NGOR | 5 |
| | 21. VILLE DE DAKAR | 4 |
| | 22. DIAMAGUENE SICAP MBAO | 5 |
| | 23. DIAMNIADIO | 4 |
| | 24. MALIKA | 3 |
| | 25. THIAROYE GARE | 3 |
| | 26. TIVAOUANE DIACKSAO | 3 |
| | 27. KEUR MASSAR | 2 |
| DIOURBEL | 28. MBACKE | 5 |
| KAFFRINE | 29. KOUNGHEUL | 7 |

| | | |
|--------------------|------------------|---|
| KEDOUGOU | 30. KEDOUGOU | 7 |
| MATAM | 31. MATAM | 7 |
| | 32. KANEL | 7 |
| | 33. OUROSSOGUI | 6 |
| SAINT LOUIS | 34. RICHARD TOLL | 7 |
| | 35. SAINT LOUIS | 7 |
| | 36. PODOR | 7 |
| SEDHIOU | 37. GOUDOMP | 7 |
| TAMBACOUNDA | 38. KOUMPENTOUM | 7 |
| THIES | 39. NGUEKHOKH | 7 |
| | 40. THIES OUEST | 7 |
| | 41. KHOMBOLE | 7 |
| | 42. TIVAOUANE | 7 |
| | 43. THIES NORD | 7 |
| | 44. THIES VILLE | 5 |
| ZIGUINCHOR | 45. ZIGUINCHOR | 6 |
| | 46. THIONK ESSYL | 6 |

Le tableau détaillé des CMO non atteintes par ces collectivités territoriales figure au tableau n° 16 de l'annexe.

A l'analyse, il apparaît que 46 collectivités n'ont pas pu atteindre les 8 CMO évaluées contre 40 à l'EP 2021.

Concrètement 21 de ces CT, soit 45,65% ont atteint 7 CMO et 9 autres 6 CMO. Sept communes ont validé entre une et quatre CMO.

Tableau n° 4 : Les CMO les moins atteintes

| CMO concernées | Nombre de CT n'ayant pas validé |
|----------------|---------------------------------|
| CMO 1 | 6 |
| CMO 2 | 11 |
| CMO 3 | 13 |
| CMO 4 | 13 |
| CMO 5 | 12 |
| CMO 6 | 13 |
| CMO 7 | 16 |
| CMO 8 | 14 |

La CMO 7 sur les procédures de passation des marchés et la CMO 8 qui porte sur la gestion environnementale et sociale sont les moins atteintes avec respectivement 16 et 14 communes

ne les ayant pas validées. Il convient de relever à ce sujet qu'il s'agit des deux CMO dont les critères ont été renforcés pour le présent exercice.

Aussi, les CMO 3, 4, et 6 portant respectivement sur le remboursement de la dette PAC/PRECOL, la participation à l'ARD et le PTI n'ont pas été atteintes par 13 CT tandis que la CMO 5 sur le PARCA a été manquée par 12 communes.

c) Conclusion sur le nombre total de CT qui ont réussi

A l'issue de la vérification sur pièces, soixante-quatorze (74) CT dans tous les départements et toutes les régions ont atteint les 8 CMO comme indiqué au tableau n° 2.

D. Les Indicateurs de Performance

Pour rappel, les IDP concernent les communes chefs-lieux de région, les villes et les communes de Mbour et Touba Mosquée.

a) Rappel des IDP évalués

La totalité des IDP prévus au programme ne font pas l'objet d'évaluation en 2022. Cependant, l'IDP 1.5 a été évalué pour la première fois cette année.

En conséquence, le maximum de points est de 92 points pour l'année 2022 et le score minimum est fixé à 64 points pour l'exercice 2022, correspondant à la règle des 70% du nombre total de points pouvant être atteints fixée par le MOP.

Le tableau ci-dessous établit le cadre d'évaluation des IDP pour 2022, en application de l'article 4 de l'arrêté ministériel.

Tableau n° 5 : récapitulatif des IDP

| Thème 1 : Gestion financière (42 points) | Thème 2 : Participation citoyenne (25 points) | Thème 3 : Durabilité du système et des investissements (17 points) |
|---|--|---|
| Indicateur 1.1 : Capacité d'autofinancement (8 points) | Indicateur 2.1 : Réunions du Conseil Municipal (8 points) | Indicateur 3.2 : Entretien des investissements (9 points) |
| Indicateur 1.2 : Taux d'exécution budgétaire (8 points) | Indicateur 2.2 : Gestion des Réclamations (9 points) | Indicateur 3.3 : Taux d'exécution du PARCA (8 points) |
| Indicateur 1.3 : Augmentation du recouvrement (9 points) | Indicateur 2.3 : Réunion publique PTI (8 points) | |
| Indicateur 1.4 : Commission de fiscalité locale (8 points) | | |
| Indicateur 1.5 : Gestion informatisée du budget (8 points) | | |
| Indicateur 1.6 : Contrôle de la masse salariale (9 points) | | |

Source : manuel opérationnel du PACASEN, volume 2 Manuel de l'évaluation annuelle des performances

b) Les scores des 19 CT

Graphique n°2 : Résultats de l'évaluation sur pièces des IDP

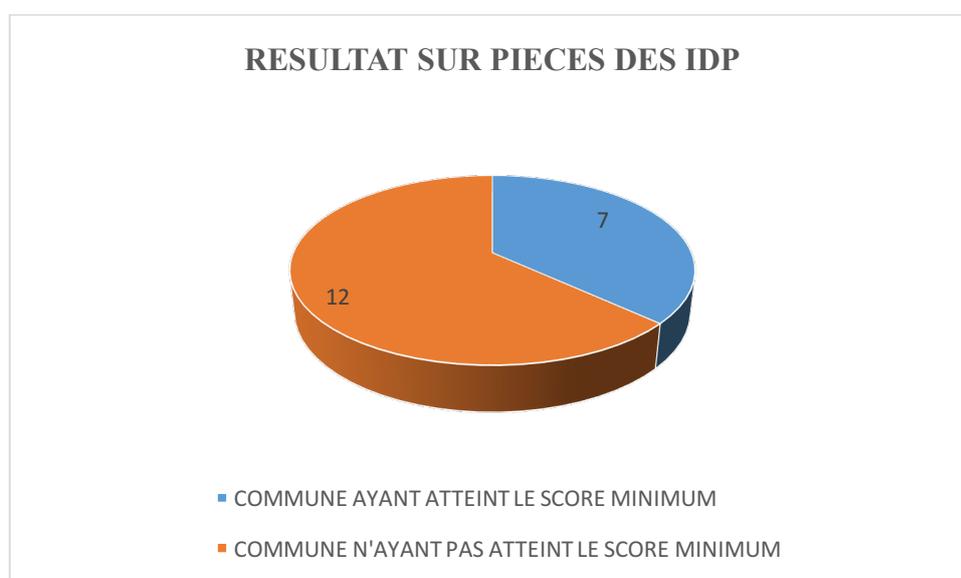


Tableau n° 6 : Résultat des CT-IDP à la phase de contrôle sur pièces

| REGION | LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | IDP1. 1 | IDP1. 2 | IDP1. 3 | IDP1. 4 | IDP1. 5 | IDP1. 6 | IDP2. 1 | IDP2. 2 | IDP2. 3 | IDP3. 2 | IDP3. 3 | RESULTAT S |
|--------------------|---------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------|
| FATICK | Fatick | 0 | 5 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 81 |
| KAOLACK | Kaolack | 8 | 0 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 5 | 8 | 9 | 2 | 74 |
| ZIGUINCHOR | Ziguinchor | 0 | 5 | 9 | 8 | 5 | 9 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 71 |
| LOUGA | Louga | 4 | 2 | 5 | 8 | 2 | 9 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 65 |
| KOLDA | Kolda | 0 | 0 | 5 | 8 | 0 | 9 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 64 |
| DIORBEL | Diourbel | 0 | 2 | 0 | 8 | 8 | 0 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 60 |
| | Touba mosquée | 0 | 0 | 0 | 8 | 2 | 9 | 8 | 9 | 8 | 0 | 8 | 52 |
| KEDOUGOU | Kédougou | 0 | 2 | 0 | 8 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 9 | 0 | 56 |
| MATAM | Matam | 0 | 0 | 0 | 2 | 8 | 9 | 8 | 9 | 4 | 2 | 0 | 42 |
| SEDHIOU | Sédhiou | 0 | 0 | 5 | 8 | 0 | 9 | 4 | 9 | 8 | 2 | 8 | 53 |
| DAKAR | Pikine | 8 | 0 | 9 | 0 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 64 |
| | Dakar | 8 | 5 | 9 | 2 | 8 | 9 | 8 | 0 | 0 | 2 | 0 | 51 |
| | Rufisque | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 43 |
| | Guédiawaye | 0 | 0 | 9 | 8 | 0 | 0 | 8 | 9 | 0 | 2 | 2 | 38 |
| TAMBACOUNDA | Tambacounda | 0 | 5 | 0 | 8 | 0 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 6 | 50 |
| THIES | Mbour | 8 | 8 | 9 | 8 | 0 | 9 | 8 | 9 | 2 | 8 | 8 | 77 |
| | Thiès ville | 0 | 0 | 9 | 8 | 0 | 7 | 8 | 9 | 0 | 0 | 8 | 49 |
| SAINT LOUIS | Saint louis | 0 | 0 | 9 | 0 | 8 | 0 | 8 | 9 | 4 | 2 | 8 | 48 |
| KAFFRINE | Kaffrine | 0 | 0 | 9 | 2 | 8 | 0 | 4 | 5 | 8 | 2 | 8 | 46 |

A cette étape de l'évaluation de performance des CT, sur les dix-neuf (19) CT-IDP, sept (7) collectivités ont atteint ou dépassé le score minimum requis de 64 points. Seule la commune de Diourbel se rapproche du seuil défini avec 60 points. Ce résultat, à l'inverse de celui des CMO constitue un progrès par rapport à l'année dernière où une seule CT avait atteint le score minimum à cette étape.

Il convient de noter que les points de l'IDP 1.1 sur la capacité d'autofinancement et l'IDP 1.2 sur le taux d'exécution du budget d'investissement et l'IDP 1.5 sur la gestion informatisée du budget sont les moins scorés. En effet, sur les 19 communes évaluées, une note de zéro (0) a été obtenue par **14** CT à l'IDP 1.1, **11** à l'IDP 1.2 et **7** à l'IDP 1.5. Cette situation mérite d'être scrutée notamment pour l'IDP 1.2 avec le retard constaté sur la disponibilité des fonds alloués aux CT. Pour l'IDP 1.5, le retard noté dans l'exécution des formations a constitué un handicap dans la mise en œuvre de l'application. En outre, 12 communes ont obtenu une note variant entre 0 et 2 points pour l'IDP 3.2 qui prend en charge l'entretien des investissements.

Enfin, 5 CT ont obtenu un score inférieur à 50 points avec la ville de Guédiawaye qui a 38 points constituant la plus faible note.

c) Conclusion sur les CT ayant atteint le score minimum

A l'issue de la vérification sur pièces, les collectivités territoriales de Fatick, Mbour, Kaolack, Pikine, Ziguinchor et Louga ont atteint respectivement le score 81, 77, 74, 64, 71 et 65 points, soit le ou plus du score minimum de 64 points requis pour réussir l'évaluation.

2.1.2. Résultats après contrôle sur place

Comme prévu par le Programme et le MOP, la Cour a effectué le contrôle sur place d'un échantillon de collectivités territoriales sélectionnés suivant la méthodologie décrites ci-dessous. Ce contrôle a permis d'améliorer les résultats globaux de l'évaluation.

2.1.2.1. Méthodologie de sélection des CT visitées

Pour la détermination de l'échantillon de collectivités territoriales à vérifier sur place, quatre critères sont définis dans le MOP, à savoir :

- 25% au moins des collectivités territoriales doivent être sélectionnées annuellement ;
- au bout des quatre ans, toutes les collectivités territoriales auront été visitées ;
- au moins 20% de l'échantillon sera aléatoire ;
- et l'échantillon doit comprendre 15% de CT-IDP et 85% de CT-CMO.

Ces critères sont complétés par trois autres retenus par la Cour pour permettre d'atteindre l'objectif de visiter, au moins une fois durant le Programme, l'ensemble des CT bénéficiaires.

Le premier consiste à s'assurer que toutes les régions soient représentées dans le lot des collectivités territoriales sélectionnées.

Le deuxième vise à privilégier dans la partie de l'échantillon qui ne sera pas totalement aléatoire (au maximum 80 % de l'échantillon), les CT n'ayant pas encore reçu de mission les années précédentes.

Enfin, le troisième, toujours dans cette partie de l'échantillon, est de contrôler plus de CT assurant avoir atteint les objectifs que de CT n'ayant pas affirmé leur réussite.

L'application de ces critères a permis de sélectionner 40 collectivités territoriales réparties sur l'ensemble des 14 régions du Sénégal, dont 7 CT-IDP, voir tableau n° 15 en annexe.

2.1.2.2. Résultats du contrôle sur place

Le contrôle sur place a permis à 11 des collectivités territoriales visitées sur 40 d'améliorer leur niveau d'atteinte des CMO et à 7 CT ont d'augmenter leur score en IDP.

A. Les Conditions minimales obligatoires

a) Résultats CMO par Région

Tableau n° 7 : Impact du contrôle sur place sur le nombre de CMO atteintes par les CT

| Collectivités Territoriales | CMO Validées Avant mission | CMO Validées Après mission | Différence |
|-----------------------------|----------------------------|----------------------------|------------|
| MATAM | 7 | 8 | 1 |
| KANEL | 7 | 8 | 1 |
| PODOR | 7 | 7 | 0 |
| BOUNKILING | 8 | 8 | 0 |
| THIONK ESSYL | 6 | 8 | 2 |
| MARSASSOUM | 8 | 8 | 0 |
| SEDHIOU | 8 | 8 | 0 |
| DAGANA | 8 | 8 | 0 |
| NIANDANE | 8 | 8 | 0 |
| LOUGA | 8 | 8 | 0 |
| LINGUERE | 8 | 8 | 0 |
| MBACKE | 5 | 6 | 1 |
| SALEMATA | 8 | 8 | 0 |
| TAMBACOUNDA | 8 | 8 | 0 |
| KOUNGHEUL | 7 | 7 | 0 |
| RUFISQUE | 5 | 6 | 1 |
| RUFISQUE NORD | 8 | 8 | 0 |
| POUT | 8 | 8 | 0 |
| THIES EST | 8 | 8 | 0 |
| FATICK | 8 | 8 | 0 |
| THIADIAYE | 8 | 8 | 0 |
| GOLF SUD | 8 | 8 | 0 |
| SAM NOTAIRE | 8 | 8 | 0 |
| MEDINA YORO FOULAH | 8 | 8 | 0 |
| VELINGARA | 8 | 8 | 0 |
| GUEDIAWAYE | 7 | 7 | 0 |

| | | | |
|---------------------------|---|---|---|
| WAKHINANE NIMZATT | 8 | 8 | 0 |
| YOFF | 8 | 8 | 0 |
| NGOR | 4 | 8 | 4 |
| OOUAKAM | 8 | 8 | 0 |
| GUEUL TAPEE FASS COLOBANE | 7 | 8 | 1 |
| GRAND DAKAR | 6 | 8 | 2 |
| DAKAR | 4 | 6 | 2 |
| KAHONE | 8 | 8 | 0 |
| GOSSAS | 8 | 8 | 0 |
| SEBIKOTANE | 8 | 8 | 0 |
| THIAROYE GARE | 2 | 3 | 1 |
| PIKINE | 5 | 7 | 2 |
| PIKINE NORD | 8 | 8 | 0 |

Sur les 16 communes de l'échantillon qui n'avait pas réussi les 8 CMO au contrôle sur pièces, 6 communes ont pu, grâce à la production des pièces manquantes requises, achever l'atteinte des 8 CMO

Malgré l'opportunité que constitue le contrôle sur place, trois communes ayant atteint 7 CMO au contrôle sur pièces n'ont pu faire évoluer leurs résultats. En outre, bien qu'ayant augmenté leur nombre de CMO atteintes, 4 autres communes n'ont pu valider la totalité des CMO à ce stade.

b) Conclusion sur le nombre provisoire de CT ayant atteint les 8 CMO après contrôle sur place

Tableau n° 8 : liste des CT ayant atteint les 8 CMO à la phase de contrôle sur place

| REGION | Collectivités Territoriales |
|------------|-------------------------------|
| DAKAR | 1. GUEULE TAPEE FASS COLOBANE |
| | 2. GRAND DAKAR |
| | 3. NGOR |
| MATAM | 4. MATAM |
| | 5. KANEL |
| ZIGUINCHOR | 6. THIONCK ESSYL |

B. Les Indicateurs de Performance

a) Les scores provisoires des 7 CT visitées

Tableau n° 9 : Résultat issu du contrôle sur place des CT-IDP

| REGION | LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | IDP1 .1 | IDP1 .2 | IDP1 .3 | IDP1 .4 | IDP1 .5 | IDP1 .6 | IDP2 .1 | IDP2 .2 | IDP2 .3 | IDP3 .2 | IDP3 .3 | RESULT ATS |
|-------------|---------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|------------|
| FATICK | FATICK | 0 | 5 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 81 |
| LOUGA | LOUGA | 4 | 2 | 5 | 8 | 4 | 9 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 67 |
| MATAM | MATAM | 0 | 0 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 4 | 2 | 0 | 57 |
| SEDHIOU | SEDHIOU | 0 | 0 | 5 | 8 | 0 | 9 | 4 | 9 | 8 | 2 | 8 | 53 |
| DAKAR | DAKAR | 8 | 5 | 9 | 2 | 8 | 9 | 8 | 0 | 0 | 2 | 8 | 59 |
| | RUFISQUE | 4 | 0 | 9 | 8 | 0 | 0 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 56 |
| | GUEDIAWAYE | 0 | 0 | 9 | 8 | 6 | 0 | 8 | 9 | 0 | 2 | 8 | 50 |
| | PIKINE | 8 | 0 | 9 | 8 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 72 |
| TAMBACOUNDA | TAMBACOUNDA | 0 | 5 | 0 | 8 | 0 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 52 |

Bien que les scores de la quasi-totalité des CT visitées aient progressé, aucune CT n'a pu obtenir le score minimum de 64 points requis par le biais du contrôle sur place.

Tableau n° 10 : Impact du contrôle sur place sur les scores des CT

| COLLECTIVITE TERRITORIALE | SCORE AVANT MISSION | SCORE APRES MISSION | DIFFERENCE |
|---------------------------|---------------------|---------------------|------------|
| DAKAR | 51 | 59 | 8 |
| GUEDIAWAYE | 38 | 50 | 12 |
| PIKINE | 64 | 72 | 8 |
| RUFISQUE | 43 | 56 | 13 |
| FATICK | 81 | 81 | 0 |
| LOUGA | 65 | 67 | 2 |
| MATAM | 42 | 57 | 15 |
| SEDHIOU | 53 | 53 | 0 |
| TAMBACOUA | 50 | 52 | 2 |

Il ressort du tableau ci-dessus que 7 CT sur 9 ont amélioré leurs scores avec le contrôle sur place dont Matam et Rufisque qui obtiennent respectivement 15 et 13 points supplémentaires. Pikine et Louga qui avaient déjà atteint ou dépassé le score minimum améliore leurs scores de 8 et 2 points.

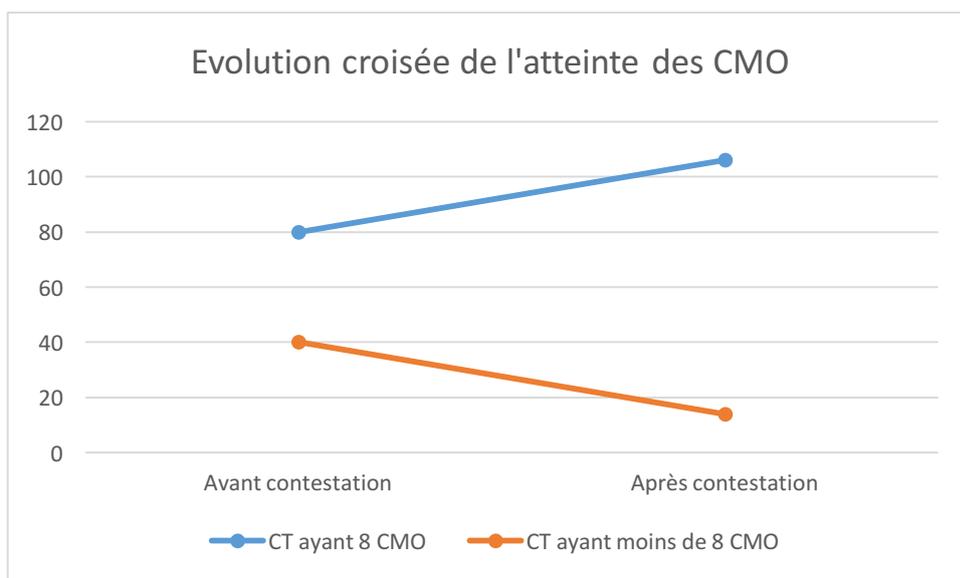
Tableau n° 11 : Score des CT impactées par le contrôle sur place

| REGION | LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | ID P1. 1 | ID P1. 2 | ID P1. 3 | ID P1. 4 | ID P1. 5 | ID P1. 6 | ID P2. 1 | ID P2. 2 | ID P2. 3 | ID P3. 2 | ID P3. 3 | RESULTATS |
|-------------|---------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| LOUGA | LOUGA | 4 | 2 | 5 | 8 | 4 | 9 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 67 |
| MATAM | MATAM | 0 | 0 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 4 | 2 | 0 | 57 |
| DAKAR | PIKINE | 8 | 0 | 9 | 8 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 72 |
| | DAKAR | 8 | 5 | 9 | 2 | 8 | 9 | 8 | 0 | 0 | 2 | 8 | 59 |
| | RUFISQUE | 4 | 0 | 9 | 8 | 0 | 0 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 56 |
| | GUEDIAWAYE | 0 | 0 | 9 | 8 | 6 | 0 | 8 | 9 | 0 | 2 | 8 | 50 |
| TAMBACOUNDA | TAMBACOUNDA | 0 | 5 | 0 | 8 | 0 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 52 |

2.2. Résultats après la phase de contestation

Comme prévu par le Programme et le MOP, la Cour a examiné les contestations déposées par les collectivités territoriales à l'issue de la phase provisoire de l'évaluation. Ce contrôle qui correspond à la phase définitive de l'EP a permis d'améliorer les résultats globaux de l'évaluation (voir graphiques ci-dessous). Après la présentation des collectivités territoriales ayant déposé un dossier de contestation et des motifs qui fondent celle-ci, il sera fait état des résultats issus de cette phase.

Graphique n° 3 : Evolution croisée de l'atteinte des 8 CMO par les CT



2.2.1 Listes des CT ayant déposé un dossier de contestations

La Cour a reçu de la DCT les dossiers de contestation de 36 collectivités territoriales. Les décisions de la Cour n'ont concerné cependant que 35 CT, l'autre avait, en effet déjà atteint la CMO contestée et validé les 8 CMO. Les dossiers examinés ont été déposés par les communes listées dans les deux tableaux suivants relatifs respectivement aux CMO et aux IDP.

Très peu de ces dossiers comportent un recours développant les contestations, les CT se contentant alors de fournir des pièces justificatives.

Tableau n° 12 : Liste des CT ayant déposé une contestation sur les CMO

| REGION | COLLECTIVITES TERRITORIALES |
|--------------------|-----------------------------|
| 1. DAKAR | 1. VILLE DE DAKAR |
| | 2. GOREE |
| | 3. HANN BEL AIR |
| | 4. HLM |
| | 5. GRAND YOUFF |
| | 6. PATTE D'OIE |
| | 7. PARCELLES ASSAINIES |
| | 8. VILLE DE RUFISQUE |
| | 9. RUFISQUE OUSET |
| | 10. BARGNY |
| | 11. DIAMNADIO |
| | 12. VILLE DE GUEDEWAYE |
| | 13. THIAROYE SUR MER |
| | 14. TIVAOUANE DIACKSAO |
| | 15. DIAMAGUENE SICAP MBAO |
| | 16. YEUMBEUL NORD |
| | 17. PIKINE EST |
| | 18. VILLE DE PIKINE |
| 2. DIOURBEL | 19. MBACKE |
| | 20. TOUBA MOSQUE |

| | |
|----------------|--------------------|
| 3. KAFFRINE | 21. KOUNGHEUL |
| 4. KEDOUGOU | 22. KEDOUGOU |
| 5. MATAM | 23. MATAM |
| | 24. OUROSSOGUI |
| 6. SAINT LOUIS | 25. RICHARD TOLL |
| | 26. SAINT LOUIS |
| | 27. PODOR |
| 7. SEDHIOU | 28. GOUDOMP |
| 8. TAMBACOUNDA | 29. TAMBACOUNDA |
| | 30. KOUMPENTOUM |
| 9. THIES | 31. VILLE DE THIES |
| | 32. THIES OUEST |
| | 33. KHOMBOLE |
| | 34. NGUEKOKH |
| | 35. TIVAOUNE |
| 10. ZIGUINCHOR | 36. ZIGUINCHOR |

Il faut noter ainsi que six CT n'ont pas déposé de contestations : Malika, Keur Massar, Fann-Point E-Amitié, Djedda-Thiaroye Kao, Mbao, Thiaroye Gare.

Tableau n° 13 : Liste des CT ayant déposé une contestation sur les IDP

| REGION | COLLECTIVITES TERRITORIALES |
|----------------|-----------------------------|
| 1. DAKAR | 1. VILLE DE DAKAR |
| | 2. VILLE DE PIKINE |
| | 3. VILLE DE RUFISQUE |
| 2. DIOURBEL | 4. TOUBA MOSQUEE |
| 3. KEDOUGOU | 5. KEDOUGOU |
| 4. MATAM | 6. MATAM |
| 5. SAINT LOUIS | 7. SAINT LOUIS |
| 6. TAMBACOUNDA | 8. TAMBACOUNDA |
| 7. THIES | 9. VILLE DE THIES |
| 8. ZIGUINCHOR | 10. ZIGUINCHOR |

2.2.2. Motifs à la base des contestations des CT

En totale transparence, la Cour expose dans les deux tableaux suivants les motifs des contestations invoqués par les CT respectivement pour les CMO et les IDP.

Tableau n°14 : Motifs des contestations sur les CMO par CT

| COLLECTIVITES TERRITORIALES | PIÈCES TRANSMISES A L'APPUI DE LA CONTESTATION |
|-----------------------------|---|
| 1. VILLE DE DAKAR | <p>Lettre réponse n°19/VD/SG du 20 avril 2022 ;</p> <p>CMO 7 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté n°104/VD/SG du 21 mars 2022 portant désignation des membres de la cellule de passation des marchés de la ville de Dakar ; • Arrêté n°105/VD/SG du 21 mars 2022 portant nomination du rapporteur de la commission des marchés de la ville de Dakar ; |

| | |
|-----------------|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté n°106/VD/SG du 21 mars 2022 portant désignation des membres de la commission des marchés de l'année 2022 ; • Lettre n°120/VD/SG du 21 mars 2022 portant transmission à l'ARMP des arrêtés portant désignation des membres de la commission des marchés, des membres de la cellule de passation et du rapporteur de la commission des marchés ; • Lettre n°121/VD/SG du 21 mars 2022 portant transmission à la DCMP des arrêtés portant désignation des membres de la commission des marchés, des membres de la cellule de passation et du rapporteur de la commission des marchés ; <p>CMO8 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bordereau n°295/VD/SM/DPDD/DIR/ du 23 décembre 2021 reçu à la DREEC le 27 décembre 2021 sous le numéro 0737. |
| 2. GOREE | <p>Lettre n°92/MCIG/SM du 12 avril 2022 portant transmission d'un document administratif ;</p> <p>CMO2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Copie du BE N°352/MCIG/SM du 02/11/2021 reçu à la DCT le 03/11/2021 sous le N°1136 |
| 3. HANN BEL AIR | <p>CMO6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lettre de contestation n°056 du 12 avril 2022 • Bordereau n°129 du 10 décembre 2021 avec décharge de la DCT n°1480 du 13 décembre 2021 • Bordereau n°034 du 19 avril 2022 avec décharge de la DCT n° 452 du 19 avril 2022 • Délibération n°05 du 03 décembre 2021 portant adoption du PAI 2021 • Arrêté n°345 du 07 décembre 2021 portant approbation de la délibération n°05 du 03 décembre 2021 • PTI 2022-2024 • PAI 2022 |
| 4. HLM | <p>Lettre contestation n°4/CHLM/SM/SRH du 15 avril 2022 ;</p> <p>CMO 5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PARCA 2022 conforme au modèle transmis. |
| 5. GRAND YOFF | <p>Lettre contestation n°51/CGY/M/SM/sn du 13 avril 2022 ;</p> <p>CMO 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BE n°287/CGY/M/SM/sn du 25 novembre 2021 adressé à la DCT ; • BE n°230 du 23 novembre 2021 portant transmission au receveur percepteur de Dakar Bourguiba du mandat n°4928 d'un montant d'un million FCFA imputé au compte 210/6469 au profit de l'ARD de Dakar, reçu le 01 janvier 2021 par le Secrétariat de la RPM. |
| 6. PATTE D'OIE | <p>-Lettre de contestation n°0093 du 12 avril 2022</p> |

| | |
|------------------------|---|
| | <p>-Bordereau d'envoi du 14 avril à la DCT le 19 avril sous le n° 434</p> <p>CMO 4 :</p> <p>-Fiche d'engagement n° 1 du 15 janvier 2021 visé par le receveur municipal le 04 février 2021</p> <p>-Mandat de paiement n°26 du 02 mars 2021</p> <p>-Bordereau n°4 du 15 janvier 2021</p> <p>- Avis de crédits du 02 mars 2021</p> <p>-Budget 2021 validé</p> <p>-Budget 2022</p> <p>CMO 6 :</p> <p>-Délibération n°009 du 29 novembre 2021 portant réactualisation du PTI</p> <p>-Arrêté n°063 du 25 novembre 2021 portant approbation du PTI</p> <p>- PTI 2022-2024</p> <p>-PAI du 22 novembre 2021</p> <p>- Bordereau d'envoi du 14 avril à la DCT le 19 avril sous le n° 434</p> <p>CMO 7 :</p> <p>- Copie du plan de passation des marchés du 22 Nov. 2021</p> <p>-Accusé de réception DCMP n°08464 du 24 novembre 2021.</p> |
| 7. PARCELLES ASSAINIES | <p>Lettre explicative n°00146/CPA/SM du 15 avril 2022 portant recours relatif aux résultats provisoires de l'évaluation de performance ;</p> <p>CMO6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bordereau N°594/CPA/SM du 15 décembre 2021 portant envoi du budget 2022 au Sous-Préfet de l'arrondissement des Parcelles Assainies, reçu le 16 décembre 2021 ; • PTI 2022-2024 (glissant). |
| 8. VILLE DE RUFISQUE | <p>CMO 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiche d'engagement n° 43 du 10/03/2022 visée par le RM (ADM/PRECOL) ; - Mandat n° 816 du 10/03/2022 signé par le Maire ; - Avis de crédits signé par le RM <p>CMO 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiche d'engagement n° 44 du 17/03/2022 visée par le RM (ARD) ; - Mandat n° 847 du 17/03/2022 signé par le Maire ; - Avis de crédits signé par le RM. |
| 9. RUFISQUE OUEST | <p>CMO 5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie PARCA 2022 <p>CMO 8 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie PAI 2022 |

| | |
|---|--|
| 10. BARGNY | <p>CMO 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiche d'engagement visé par le receveur municipal le 30/12/2021 ; - Avis de crédit <p>CMO 8 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiches screening BE n° 3783/CB/SM/SP du 25/11/2021 des fiches de screening |
| 11. DIAMNADIO | <p>CMO 2, 4, 7, 8</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de réclamation n° 70/CD du 15 avril 2022 |
| 12. THIAROYE SUR MER | <p>CMO4 :</p> <p>Copie du Budget approuvé 2021 de la Commune de Thiaroye sur Mer.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie fiche d'engagement n°67 du 09/08/2021, Service 210/compte 6469, ARD, d'un million de F CFA, visée par le receveur municipal ; - Copie du mandat n°823 du 13/08/2021, Service 210/Compte 6469, d'un million de F CFA au bénéfice de l'ARD et signé par le Maire. |
| 13. TIVAOUANE DIACKSAO | <p>CMO2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie Compte administratif 2020 ; - Copie BE n°036/MCTD/SMCTD du 02 novembre 2021, portant transmission de la Délibération n°006/CMCTD du 30 septembre 2021 portant examen et vote du CA 2020, du PV de la réunion du Conseil municipal en session ordinaire et du CA 2020. |
| | <p>CMO4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie Budget 2021 approuvé ; - Copie Avis de crédit n°943 du 16/12/2021 signé par le Maire et visé par le Receveur municipal. |
| | <p>CMO5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie BE n°046MCTD/SMCTD du 31 décembre 2021 portant transmission à la DCT de la Délibération n°009/CMCTD du 24 novembre 2021 portant adoption du PARCA, Délibération n°011 et 012 portant respectivement adoption du PTI et adoption du PAI, déchargé le même jour. - copie des Tableaux de priorisation des modules de formation de la commune de TIVAOUNE DIACKSAO et des actions de coaching territorial continu ; |
| | <p>CMO 6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - copie PTI 2022-2024 de TIVAOUNE DIACKSAO. |
| <p>CMO 7 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - copie Arrêté n°009 MCTD/SMCTD du 20 décembre 2021 portant création de la Commission des Marchés de la Commune de Tivaoune Diacksao au titre de la Gestion 2022. | |

| | |
|------------------------------|--|
| | <p>- copie Capture d'écran Portail des Marchés publics : Plan de Passation des marchés de la Commune de Tivaoune Diacksao, Version 1 du 30 octobre 2021.</p> |
| 14. DIAMAGUENE SICAP MBAO | <p>CMO 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - copie Compte administratif 2020 ; - copie Accusé de réception n°944/ATH/SP du 09 septembre 2021 du Sous-Préfet de Thiaroye portant sur entre autres documents, de la délibération portant adoption du CA 2020. <p>CMO7 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie arrêté n°008MCDSM/SMCDSM du 05 avril 2022 portant création d'une CM pour l'exercice 2022 ; - copie arrêté n°008MCDSM/SMCDSM du 05 avril 2022 portant création d'une CPM pour l'exercice 2022 ; - copie BE des Arrêtés portant désignation des membres de la CM 2022 et de la CPM 2022, daté du 5 avril 2022 et déchargé le 07 avril par la DCMP ; <p>CMO8 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - copie Fiche screening du projet d'extension du réseau électrique daté du 2 janvier 2022 ; - copie Fiche screening des Travaux de réhabilitation de l'Ecole SAM SAM 3. |
| 15. VILLE DE PIKINE | <p>CMO 7 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La lettre n°420 du 15/12/2021 portant transmission de l'arrêté de création et nomination des membres de la CM pour la gestion 2022 et déchargée à la DCMP le 15/12/2021 sous le numéro 08978 ; - La lettre n°421 du 15/12/2021 portant transmission de l'arrêté portant création et nomination des membres de la CM à l'ARMP déchargée le 15/12/2021 ; - Arrêté n°198 du 15/12/2021 portant nomination des membres de la CM pour la gestion 2022. |
| 16. YEUMBEUL NORD | <p>CMO 5, 6, 8 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - BE n°00100 du 26/11/2021 relatif à la transmission au sous-préfet de l'arrondissement de Yeumbeul de la délibération n°018 du 19/11/2021 portant adoption du PARCA et déchargé le 26/11/2021. - Lettre n°00341(date illisible) expliquant les raisons d'échec de la commune sur certaines CMO. |
| 17. PIKINE EST | <p>CMO1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - BE n°030 du 29/12/2021 adressé au sous-préfet de Pikine Dagoudane et déchargé le 30/12/2021 <p>CMO2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délibération n°011 du 29/09/2021 portant examen et adoption du compte administratif 2020 <p>CMO4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le budget approuvé de 2021 par arrêté n°2012/APD/ASP/PYF du 29/12/2020 du sous-préfet de l'arrondissement de Pikine Dagoudane. |

| | |
|----------------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Fiche d'engagement n°1505 du 10/12/2021 et visé par le receveur le 20/12/2021 ; <p>CMO5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PV de la réunion du CM tenue le 29/09/2021 portant entre autres adoption du PARCA - Copie du PARCA conforme au modèle <p>CMO6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délibération n°012/2020/CPF du 29/09/2021 <p>CMO7 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan de passation des marchés de la gestion 2022 ; - BE n°001 portant transmission à la DCMP de l'arrêté de nomination des membres de la CM et déchargé le 04/01/2021 sous le numéro 00043 <p>CMO8 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiches screening de 02 projets |
| 18. GUEDEAWAYE | <p>CMO 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lettre de réclamation expliquant l'absence de convention signée avec ADM portant sur un moratoire et lettre de l'ADM N°003420 ADM/DC/DAF/COF/ams du 11/12/2020 portant prévisions 2021 pour le versement de l'autofinancement et du crédit PRECOL |
| 19. MBACKE | <p>CMO 3 : Budget 2021 ; 2022 ; Décision portant remboursement de prêt à l'ADM n°101/C.MB/SM du 20 novembre 2020</p> <p>CMO 8 : Fiches screening des deux projets manquants lors de l'évaluation provisoire</p> |
| 20. KOUNGHEUL | <p>CMO 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiche d'engagement n° 4 du 17 septembre visée par le receveur, - Mandat de paiement n° 943 du 17 septembre 2021, - Bordereau de mandat n°102 du 17 septembre 2021, - Avis de crédit n°943 du 17 septembre 2021, - Bon de commande du 15 septembre 2021, - Décision N°09C/KGL du 17/09/2021 accordant une participation à l'ARD Kaffrine pour l'exercice 2021, - Certificat administratif émis pour la contribution de la commune de Koungheul au fonctionnement de l'ARD Kaffrine /exercice 2021, en date du 17/04/2021, |
| 21. KEDOUGOU | <p>CMO 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lettre d'engagement N°004-KGD-C22-LE-CKDG/M du 13/04/2022 adressée à la DCT à renégocier le moratoire avec l'ADM • Bordereau récapitule transmission à la DCT N°066/C.KDG du 17 01/ 2022 reçu le 18/01/2022 sous le N°133 • Fiche d'engagement N°01 visé le 30/11/2021 • Mandat N°1563 du 04/10/2021 payé le 29/12/2021 |
| 22. OUROSSOGUI | <p>-Correspondance du Maire n° 009 du 13/04/2022 ; Bordereau d'envoi n° 059 du 13/04/2022 avec la décharge de la DCT n° 429 du 15/04/2022.</p> |

| | |
|------------------|--|
| | <p>CMO 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Copie de la fiche d'engagement n° 001 du 26/10/2021 visée par le receveur municipal ; -Copie du mandat de paiement n° 0113 du 26/10/2021 signé par le Maire ; -Décision n° 006 du 29/04/2021 portant mandatement de la contribution au fonctionnement de l'ARD de Matam ; -Facture n° 7 du 13/08/2020 de l'ARD relative à la contribution de son fonctionnement. <p>CMO 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Copie de la fiche d'engagement n° 001 du 26/10/2021 visée par le receveur municipal ; -Copie du mandat de paiement n° 0114 du 26/10/2021 signé par le Maire ; -Décision sans numéro du 29/04//2021 portant mandatement des arriérés de remboursement dus au titre des crédits PAC/PRECOL à l'ADM ; -Correspondance n° 03136 du 18/11/2020 du DG de l'ADM portant approbation de moratoire d'un versement annuel de 2 000 000 FCFA ; -Correspondance n° 03770 du 11/12/2018 du DG de l'ADM portant Prévisions 2019 des crédits PAC/PRECOL ; -Tableau récapitulatif des arriérés et des prévisions de remboursements pour 2019. |
| 23. RICHARD TOLL | <p>CMO8</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de réclamation n° 33/CRT/SGM du 15/04/2022 adressée à la Directrice des Collectivités territoriales et reçu le 19/04/2022 sous le numéro 439 - Bordereau d'envoi n° 32/CRT/SGM du 15/04/2022 reçu à la DCT le 19/04/2022 sous le numéro 440 - Bordereau d'envoi n° 01/CRT/SGM du 03/01/2022 reçu à la DCT le 07/01/2022 sous le numéro 48 - Fiches de screening des projets : construction d'une nouvelle école à Touba Tiabakh, construction logement sage-femme, équipements centre culturel multifonctionnel, construction/réhabilitation salles de classes, aménagement stade (pose gazon synthétique), pavage et aménagement paysager du centre socio-culturel, construction d'une nouvelle école à Khouma Santhie, réhabilitation réseau AEP, réhabilitation tribune stade, construction d'un centre culturel. |
| 24. SAINT LOUIS | <p>CMO 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie budget approuvé 2021 ; - copie Fiche d'engagement n°01 du 17/06/2021 ayant pour objet Remboursement ADM d'un montant de 6 200 000 visée par le receveur municipal ; - Copie Fiche d'engagement n°02 du 09/11/2021 ayant pour objet Remboursement ADM d'un montant de 13 000 000 visée par le receveur municipal ; |

| | |
|--------------------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - copie Fiche d'engagement n°02 du 09/11/2021 ayant pour objet Remboursement ADM d'un montant de 20 800 000 visée par le receveur municipal ; - Copie du Mandat n°986 du 17/06/2021 ayant pour objet Remboursement de la Dette PAC-PRECOL pour l'ADM durant l'Année 2021 d'un montant de 6 200 000, signé par le Maire ; - copie du Mandat n°1746 du 09/11/2021 ayant pour objet Remboursement de la Dette PAC-PRECOL pour l'ADM durant l'Année 2021 d'un montant de 13 000 000, signé par le Maire ; - copie du Mandat n°1747 du 09/11/2021 ayant pour objet Remboursement de la Dette PAC-PRECOL pour l'ADM durant l'Année 2021 d'un montant de 20 000 000, signé par le Maire ; - copie du Budget 2022 de la Commune de Saint-Louis. |
| 25. PODOR | <p>CMO8</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bordereau d'envoi n° 21/CP-22 du 15/04/2022 reçu à la DCT le 19/04/2022 sous le numéro 437 - Copie extrait de délibération n° 03/CP-2021 du 30/12/2021 - Copie mail du Responsable Division d'appui à la maîtrise d'ouvrage de l'ARD du 18 novembre 2021 relatif à l'élaboration du PAI 2022 - Fiches de screening des projets : Aménagement plateau multifonctionnel, réhabilitation du marché central et construction et réhabilitation mur de clôture cimetièrè. |
| 26. GOUDOMP | <p>CMO5</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre n° 07-22/CG du 11/04/2022 à la DCT reçu le 15/04/2022 sous le numéro 431 - Bordereau d'envoi n°08/2022/CG du 11/04/2022 reçu à la DCT le 15/04/2022 sous le numéro 430 - Bordereau d'envoi n° 73/2021/CG du 28/12/2021 à la DCT reçu le 31/12/2021 sous le numéro 1643 - PARCA 2022 du 27 aout 2021 - Extrait de délibération n° 01-02/2021/CG portant validation du Plan Annuel de Renforcement de Capacités 2022 de la commune de Goudomp - Procès-verbal de réunion n° 02/2021 du 27 août 2021 |
| 27. KOUMPENTOUM | <p>CMO7 :</p> <p>Bordereau N°34 COM KPT/21 DU 29/11/2021 portant transmission du PPM au pôle régional des marchés publics de Tambacounda, reçu le 30/11/2021.</p> |
| 28. VILLE DE THIES | <p>CMO 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie du budget 2022 visée par le Préfet le 15/04/2022 - Copie du PV de délibération n° 003 CV.TH du 26/03/2022 - Copie de la délibération n° 04/ CV.TH du 26 mars 2022 <p>CMO 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Copie fiche d'engagement n° 01 visée par le Receveur municipal le 01/02/2021 |

| | |
|-----------------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Copie du mandat n° 59 du 27/01/2021 - Copie du budget 2022 <p>CMO 6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie de la délibération du PTI n° 05/ CV.TH du 26 mars 2022 - Copie PTI 2022-2024 - Copie de la délibération du PAI n° 06/ CV.TH du 26 mars 2022 |
| 29. THIES OUEST | <p>CMO 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie rapport de présentation du projet de budget 2022 - Copie du budget de l'exercice 2022 - Copie du mandat n° 229 du 02/07/2021 et l'avis de crédit n° 229 de la même date - Copie du mandat n° 313 du 09/09/2021 et l'avis de crédit n° 313 de la même date - Copie du mandat n° 585 du 02/07/2021 et l'avis de crédit n° 585 de la même date |
| 30. THIES NORD | <p>CMO 3 : - Copie de la fiche d'engagement n° 01 visée par le Percepteur municipal le 24/12/2021</p> |
| 31. KHOMBOLE | <p>CMO 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie du virement de la somme de 800 000 F CFA par le Trésorier général au compte de l'ADM en date du 07/10/2021 - Copie attestation de main levée n° 00534 du 21 mars 2022 signée par le Directeur général de l'ADM |
| 32. NGUEKOKH | <p>CT ayant déjà atteint les 8 CMO</p> |
| 33. TIVAOUNE | <p>CMO 3 : Fiche d'engagement et mandat justifiant le paiement et le respect du moratoire</p> |
| 34. ZIGUINCHOR | <p>CMO 3 :</p> <p>Mandat de paiement visé n° 3141 du 13/07/2021 Copie Budget 2021 approuvé Copie de budget 2022 Avis de crédit visé n° 3141 du 21/07/2021</p> <p>CMO 7 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie du plan de passation des marchés - Capture d'écrans du PPM et des mails du 30/11/2021 - Copie de l'arrêté de nomination des membres de la CM 2022 n° 0163 du 06/12/2021 - Bordereau d'envoi n° 8590 du 24/12/2021 - Lettre n° 025 du 09 février 2022 de la DCMP prenant acte de la composition de la commission |

Tableau n° 15 : Motifs des contestations sur les IDP par CT

| COLLECTIVITES TERRITORIALES | L'OBJET DE LA CONTESTATION | PIÈCES TRANSMISES A L'APPUI DE LA CONTESTATION |
|-----------------------------|---|---|
| 1. VILLE DE DAKAR | IDP 2.2 Gestion des réclamations | Décision n°18/MVD/SG/DRH du 24 avril 2022 portant nomination de M. Vincent Mandoucarapoul GOMIS comme Chef de service au Dialogue Citoyen et de l'Accueil (SCDAU) aux Usagers de la ville de Dakar. |
| | IDP 2.3 Réunion publique consacrée au PTI | Note explicative sur la tenue des réunions du CM |
| | IDP 3.2 Entretien des investissements | Note explicative indiquant les crédits alloués à l'entretien des investissements |
| 2. VILLE DE RUFISQUE | IDP 1.5 Gestion informatisée du budget | IDP 1.5 : Copie du budget 2022 tirée du GFILOC |
| 3. KEDOUGOU | IDP 3.3. Transmission du PARCA | <ul style="list-style-type: none"> - Lettre de réclamation adressée à la DCT kdg-c22-001-RCM-M du 06/04/ 2022 reçu le 14/04/2022 sous le N°418, - BE transmission à la DCT N°66 du 17/01/2022 reçu le 18/01/2022 sous le N°133 |
| 4. MATAM | <p>IDP 3.3 : Taux d'exécution du PARCA (08 points)</p> <p>La CT avait fourni toutes les pièces requises mais la copie du PARCA n'était pas conforme au modèle fourni ; ce qui justifiait le score provisoire de 00/08.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Bordereau d'envoi n° 16 du 14/01/2022 avec la décharge de la DCT n° 438 du 19/04/2022 ; - Fiche de contrôle des pièces de la DCT. <p>IDP 3.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PARCA 2021 conforme au modèle fourni ; - Convocations à des ateliers de formation (sur la gestion environnementale et sociale, la passation des marchés publics, la maîtrise d'ouvrage locale et enfin la fiscalité et les outils de planification sensibles au genre) ; - Liste de participants conformes aux cibles des convocations des formations ; - Attestations de formation des participants ; - Rapport d'achèvement du PARCA 2021. |

| | | |
|-------------------|--|--|
| 5. SAINT LOUIS | IDP 1.4 : Mise en place de la commission de la fiscalité locale. | <ul style="list-style-type: none"> - Copie Arrêté n°013 CSL/SG du 02 mars 2016 portant création de la commission municipale de suivi et de mobilisation des recettes ; - Copies des comptes des réunions de la commission de la fiscalité locale du 29 septembre et du 08 décembre 2021. - Copie du rapport annuel sur les activités de la commission de la fiscalité locale de l'année 2021. |
| | IDP 1.6 : Contrôle de la masse salariale | <ul style="list-style-type: none"> - Budget 2020 ; - Budget 2021 ; - Situation d'exécution au 31/12/2020 ; - Situation d'exécution au 31/12/2021. |
| | IDP 2.3 : Réunion publique consacrée au PTI | <ul style="list-style-type: none"> - Copie PV de la réunion publique du 07 septembre 2021 ; - Photo d'une réunion publique ; - Copie Feuille de présence DOB du 30 septembre. |
| | IDP 3.2 : Entretien des investissements | <ul style="list-style-type: none"> - Budget 2021 ; - Situation d'exécution au 31/12/2021. |
| 6. TAMBACOUNDA | IDP 1.5 : Gestion informatisée du budget | Le compte administratif 2020 intégré dans le logiciel GFILOC . |
| 7. TOUBA MOSQUEE | IDP 1.1 : Capacité d'autofinancement | <ul style="list-style-type: none"> -Décision n°55/CTM/MAIRE donnant mandat au receveur de prélever 187 651 791 pour dépense d'investissement - Ordre de recette du 31/12/21 |
| | IDP 1.5 : Gestion informatisée du budget | <ul style="list-style-type: none"> -Capture d'écran attestant la gestion du budget par GFILOC -Compte administratif en date du 07/04/2022 généré par GFILOC |
| 8. VILLE DE THIES | IDP 1.1 : Capacité d'autofinancement | Pas de pièces : Il a argumenté dans sa lettre de contestation |
| | IDP 1.2 : Taux d'exécution du budget d'investissement | Pas de pièces : Il a argumenté dans sa lettre de contestation |
| | IDP 1.5 : Compte administratif (CA) généré par une application (GFILOC) | La CT n'a pas fait de contestations pour cet IDP. On l'a ajouté dans le cadre du Consensus |
| | IDP 2.3 : Réunion publique consacrée au PTI | PV n° 01/V. TH/M/SG du 18/03/2022 portant DOB |
| | IDP 3.2 : Entretien des investissements | Pas de pièces : Il a argumenté dans sa lettre de contestation |

2.2.3. Méthodologie de traitement des contestations

A la réception des dossiers de contestation de la DCT le 22 avril 2022, les équipes de la Cour ont d'abord vérifié la conformité des dossiers avec le bordereau de la DCT pour permettre au Président de la CCT de décharger ledit bordereau. Le Président de chambre a ensuite réparti les dossiers entre les différentes équipes.

Le traitement des contestations met en présence le rapport particulier provisoire de chaque CT ayant contesté et son dossier de contestation. Il s'agit de s'assurer que les contestations portent sur des indicateurs que la CT n'a pas satisfaits (CMO et IDP) ou qu'elle a partiellement satisfaits (IDP uniquement). Dans une deuxième étape, la vérification porte sur la validité des pièces déposées ou des arguments avancés et leur pertinence pour permettre de modifier la décision que la Cour avait prise sur ce point lors de la phase provisoire. Une réponse affirmative induit l'atteinte de la CMO ou l'attribution de points supplémentaires sur l'IDP concernée. Dans le cas contraire, la Cour maintient sa décision antérieure.

Après les travaux des équipes la chambre a délibéré sur chaque dossier pour rendre sa décision définitive.

2.2.4. Résultats du traitement des contestations.

L'examen des contestations soumises par les collectivités territoriales a donné les résultats décrits dans les tableaux ci-dessous.

2.2.4.1. Les résultats relatifs aux contestations sur les CMO

Il en ressort que sur 34 collectivités territoriales, 26 ont atteint les 8 CMO contre 8 qui n'ont pas validé la totalité des 8 CMO.

- a) Les collectivités territoriales qui ont atteint les 8 CMO à la phase de contestation

Tableau n°16 : Liste des CT ayant atteint les 8 CMO à la phase de contestation

| REGION | COLLECTIVITES TERRITORIALES |
|-----------------|-----------------------------|
| 1. DAKAR | 1. PARCELLES ASSAINIES |
| | 2. HLM |
| | 3. THIAROYE SUR MER |
| | 4. GUEDEAWAYE |
| | 5. VILLE DE PIKINE |
| | 6. PIKINE EST |
| | 7. RUFISQUE OUEST |
| | 8. BARGNY |
| | 9. HANN BEL AIR |
| | 10. PATTE D'OIE |

| | |
|-----------------------|------------------|
| | 11. GOREE |
| 2. DIOURBEL | 12. MBACKE |
| 3. KAFFRINE | 13. KOUNGUEUL |
| 4. KEDOUGOU | 14. KEDOUGOU |
| 5. MATAM | 15. OUROSSOGUI |
| 6. SAINT LOUIS | 16. SAINT LOUIS |
| | 17. PODOR |
| | 18. RICHARD TOLL |
| 7. SEDHIOU | 19. GOUDOMP |
| 8. TAMBACOUNDA | 20. KOUMPENTOUM |
| 9. THIES | 21. THIES OUEST |
| | 22. THIES NORD |
| | 23. KHOMBOLE |
| | 24. NGUEKOKH |
| | 25. TIVAOUNE |
| 10. ZIGUINCHOR | 26. ZIGUINCHOR |

b) Les collectivités territoriales qui n'ont pas atteint les 8 CMO

Tableau n°17 : Liste des CT qui n'ont pas atteint les 8 CMO à la phase de contestation

| REGION | COLLECTIVITES TERRITORIALES | CMO NON RESPECTEES |
|--------------|-----------------------------|------------------------|
| DAKAR | 1. VILLE DE DAKAR | CMO8 |
| | 2. VILLE DE RUFISQUE | CMO 3 et 4 |
| | 3. DIAMNIADIO | CMO2 , 4, 7et 8 |
| | 4. YEUMBEUL NORD | CMO 5 , 6 et 8 |
| | 5. DIAMAGUENE SICAP MBAO | CMO 2 et 8 |
| | 6. TIVAOUNE DIACKSAO | CMO 5 et 6 |
| | 7. GRAND YOFF | CMO 4 |
| THIES | 8. VILLE DE THIES | CMO 1 et 6 |

2.2.4.2. Les résultats relatifs aux contestations sur les IDP

Le consensus retenu lors de la réunion technique des parties prenantes de l'évaluation de performance du mardi 12 avril 2022 de la mission sur l'EP 2022 consiste à neutraliser l'IDP 1.2 pour cette année compte tenu des difficultés pour les CT de scorer sur cet indicateur, difficultés liées entre autres à la convention avec l'AGETIP et le retard dans l'allocation des ressources. Pour ce faire, la Cour a accordé les 8 points de l'IDP à toutes les CT et à ajouter aux CT qui avaient obtenu plus de 4 points à la phase provisoire, le nombre de points en plus sous forme de bonus. Ce consensus a permis à 5 CT d'atteindre ou de dépasser le score minimum requis. La Ville de Rufisque et la Commune de Matam, qui auraient réussi même sans le bénéfice de la neutralisation, s'ajoutent à ces cinq.

Cinq CT n'ont pu atteindre le score minimum, dont la Ville de Dakar et Saint-Louis qui ont eu à déposer des contestations.

Le tableau suivant récapitule les résultats issus de la contestation.

Tableau n°18 : Résultat des CT-IDP à la phase de contestation

| LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | IDP1.1 | IDP1.2 | IDP1.3 | IDP1.4 | IDP1.5 | IDP1.6 | IDP2.1 | IDP2.2 | IDP2.3 | IDP3.2 | IDP3.3 | RESULTATS |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|
| PIKINE | 8 | 8 | 9 | 8 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 80 |
| DAKAR | 8 | 9 | 9 | 2 | 8 | 9 | 8 | 0 | 0 | 2 | 8 | 63 |
| RUFISQUE | 4 | 8 | 9 | 8 | 4 | 0 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 68 |
| GUEDEAWAYE | 0 | 8 | 9 | 8 | 6 | 0 | 8 | 9 | 0 | 2 | 8 | 58 |
| DIORBEL | 0 | 8 | 0 | 8 | 8 | 0 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 66 |
| TOUBA MOUSQUEE | 8 | 8 | 0 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 0 | 8 | 74 |
| FATICK | 0 | 9 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 85 |
| KAFFRINE | 0 | 8 | 9 | 2 | 8 | 0 | 4 | 5 | 8 | 2 | 8 | 54 |
| KAOLACK | 8 | 8 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 5 | 8 | 9 | 2 | 82 |
| KEDOUGOU | 0 | 8 | 0 | 8 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 9 | 2 | 64 |
| KOLDA | 0 | 8 | 5 | 8 | 0 | 9 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 72 |
| LOUGA | 4 | 8 | 5 | 8 | 4 | 9 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 73 |
| MATAM | 0 | 8 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 4 | 2 | 8 | 73 |
| SAINT LOUIS | 0 | 8 | 9 | 0 | 8 | 0 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 60 |
| SEDHIOU | 0 | 8 | 5 | 8 | 0 | 9 | 4 | 9 | 8 | 2 | 8 | 61 |
| TAMBACOUNDA | 0 | 9 | 0 | 8 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 64 |
| MBOUR | 8 | 8 | 9 | 8 | 0 | 9 | 8 | 9 | 2 | 8 | 8 | 77 |
| THIES VILLE | 0 | 8 | 9 | 8 | 8 | 7 | 8 | 9 | 0 | 0 | 8 | 65 |
| ZIGUINCHOR | 0 | 9 | 9 | 8 | 5 | 9 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 75 |

III. LE RELEVÉ DES CONCLUSIONS

Les résultats définitifs de l'évaluation de performance 2021 sont présentés dans cette partie.

3.1. Résultats des CMO

3.1.1. Collectivités territoriales conformes aux 8 CMO

106 collectivités territoriales se sont conformées aux 8 CMO et ont réussi l'évaluation. Le tableau ci-dessous en dresse la liste.

Tableau n° 19 : Liste des CT ayant réussi les 8 CMO

| REGION | COLLECTIVITES TERRITORIALES |
|--------------------|-------------------------------|
| 1. DAKAR | 1. CAMBERENE |
| | 2. SICAP LIBERTE |
| | 3. PIKINE NORD |
| | 4. GUINAW RAIL SUD |
| | 5. DALIFORT FORAIL |
| | 6. WAKHINANE NIMZATT |
| | 7. SAM NOTAIRE |
| | 8. GOLF SUD |
| | 9. MEDINA GOUNASS |
| | 10. SEBIKOTANE |
| | 11. RUFISQUE NORD |
| | 12. RUFISQUE EST |
| | 13. MERMOZ SACRE COEUR |
| | 14. YOFF |
| | 15. DIEUPEUL DERKLE |
| | 16. DAKAR PLATEAU |
| | 17. BISCUITERIE |
| | 18. PIKINE OUEST |
| | 19. GUINAW RAIL NORD |
| | 20. OUKAM |
| | 21. GUEUL TAPEE FASS COLOBANE |
| | 22. GRAND DAKAR |
| | 23. NGOR |
| | 24. PARCELLES ASSAINIES |
| | 25. HLM |
| | 26. THIAROYE SUR MER |
| | 27. GUEDEAWAYE |
| | 28. VILLE DE PIKINE |
| | 29. PIKINE EST |
| | 30. RUFISQUE OUEST |
| | 31. BARGNY |
| | 32. HANN BEL AIR |
| | 33. PATTE D'OIE |
| | 34. GOREE |
| 2. DIOURBEL | 35. DIOURBEL |
| | 36. BAMBEY |
| | 37. TOUBA MOSQUEE |
| | 38. MBACKE |
| 3. FATICK | 39. GOSSAS |
| | 40. FATICK |
| | 41. DIOFIOR |
| | 42. FOUNDIOUGNE |

| | |
|------------------------|-----------------------|
| | 43. PASSY |
| | 44. SOKONE |
| 4. KAFFRINE | 45. BIRKILANE |
| | 46. MALEM-HODDAR |
| | 47. KAFFRINE |
| | 48. KOUNGUEUL |
| 5. KAOLACK | 49. GUINGUINEO |
| | 50. NDOFFANE |
| | 51. NIORO DU RIP |
| | 52. KAHONE |
| | 53. GANDIAYE |
| | 54. KAOLACK |
| 6. KEDOUGOU | 55. SALEMATA |
| | 56. SARAYA |
| | 57. KEDOUGOU |
| 7. KOLDA | 58. VELINGARA |
| | 59. MEDINA YORO FOULA |
| | 60. KOLDA |
| 8. LOUGA | 61. LOUGA |
| | 62. DAHRA |
| | 63. KEBEMER |
| | 64. LINGUERE |
| 9. MATAM | 65. WAOUNDE |
| | 66. MATAM |
| | 67. KANEL |
| | 68. RANEROU |
| | 69. SEMME |
| | 70. THILOGNE |
| | 71. OUROSSOGUI |
| 10. SAINT LOUIS | 72. NIANDANE |
| | 73. ROSSO |
| | 74. GOLLERE |
| | 75. DAGANA |
| | 76. NDIOUM |
| | 77. SAINT LOUIS |
| | 78. PODOR |
| | 79. RICHARD TOLL |
| 11. SEDHIOU | 80. SEDHIOU |
| | 81. MARSASSOUM |
| | 82. BOUNKILING |
| | 83. GOUDOMP |
| 12. TABAMCOUDA | 84. DIAWARA |
| | 85. BAKEL |
| | 86. TAMBACOUNDA |
| | 87. GOUDIRY |
| | 88. KOUMPENTOUM |
| 13. THIES | 89. POUT |
| | 90. MECKHE |
| | 91. SALY PORTUDAL |
| | 92. THIES EST |
| | 93. CAYAR |
| | 94. MBOUR |
| | 95. JOAL FOUHDIOUTH |
| | 96. THIADIAYE |

| | |
|-----------------------|-------------------|
| | 97. MBORO |
| | 98. THIES OUEST |
| | 99. THIES NORD |
| | 100. KHOMBOLE |
| | 101. NGUEKOKH |
| | 102. TIVAOUNE |
| 14. ZIGUINCHOR | 103. BIGNONA |
| | 104. OUSSOUYE |
| | 105. THIONK ESSYL |
| | 106. ZIGUINCHOR |

Il ressort de ce tableau que toutes les régions sauf Dakar et Thiès ont vu toutes leurs CT bénéficiaires atteindre les 8 CMO. Il faut relever qu'à 106 CT ayant respecté les huit CMO, il y a une baisse de quatre par rapport aux 110 de l'édition 2021.

3.1.2. Les collectivités territoriales non conformes à au moins une CMO
14 collectivités territoriales n'ont pas atteint les 8 CMO. Le tableau ci-dessous présente les CMO non respectées par collectivité.

Tableau n° 20 : liste des CT non conformes à au moins une CMO

| REGION | COLLECTIVITES TERRITORIALES | CMO NON RESPECTEES |
|--------------|-----------------------------|--------------------------------|
| DAKAR | 1. VILLE DE DAKAR | CMO8 |
| | 2. VILLE DE RUFISQUE | CMO 3 et 4 |
| | 3. DIAMNIADIO | CMO2 , 4, 7et 8 |
| | 4. YEUMBEUL NORD | CMO 5 , 6 et 8 |
| | 5. DIAMAGUENE SICAP MBAO | CMO 2 et 8 |
| | 6. TIVAOUNE DIACKSAO | CMO 5 et 6 |
| | 7. GRAND YOFF | CMO 4 |
| | 8. DIDAH THIAROYE KAO | CMO 7 |
| | 9. MBAO | CMO 2 et 5 |
| | 10. THIAROYE GARE | CMO 2, 5, 6, 7 et 8 |
| | 11. KEUR MASSAR | CMO 1, 2 , 4, 6, 7 et 8 |
| | 12. MALIKA | CMO 1, 2, 4, 5 et 6 |
| | 13. FANN POINT E AMITIE | CMO 1, 2 et 7 |
| THIES | 14. VILLE DE THIES | CMO 1 et 6 |

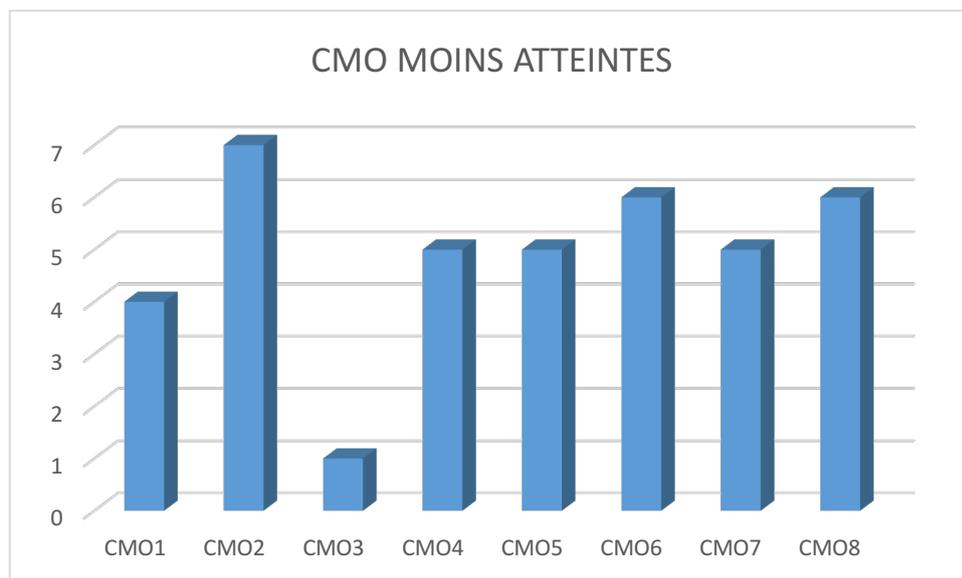
Il ressort de ce tableau que dans la région de Dakar, les communes du département de Pikine sont plus nombreuses, huit (8) à ne pas atteindre les 8 CMO, les départements de Dakar et Rufisque en compte successivement trois (3) et deux (2) et Guédiawaye fait exception en étant absent du tableau. En dehors de la région de Dakar, seule la région de Thiès compte parmi ses Communes, une qui n'a pas atteint les 8 CMO évaluées

La CMO 2 a été celle qui a fait le plus échouer les CT (7) lors de cette évaluation, suivie des CMO 6 et 8, voir graphique ci-dessous. Pour la plupart des CT ayant invalidée la CMO 2, la CMO 6 et la CMO 8, la transmission hors délais en est la cause.

Cela induit, qu'un plus grand engagement des communes à effectuer les diligences requises dans les délais prévus est nécessaire.

Concernant la CMO 7 malgré le consensus des parties prenantes lors de la réunion du 12 avril 2022 de ne pas tenir compte de la prise de l'acte de création de la commission des marchés et sa transmission à la DCMP, cinq (5) CT l'ont invalidé. Parmi ces dernières, quatre n'ont pas déposé de recours. Cependant grâce à l'engagement des CT par rapport au paiement de la dette PAC/PRECOL et le consensus pris dans le but de faire abstraction sur le respect du moratoire, la CMO 3 est la plus réussie.

Graphique n°4 : Niveau de difficulté des CMO pour les CT



3.2. Résultats des IDP

3.2.1. Les collectivités ayant un score égal ou supérieur à 64 points

Les sept CT urbaines qui avaient atteint le score minimum à la phase provisoire ont été rejointes à la phase de contestation par sept autres. Au total 14 CT ont obtenu un score supérieur à 64 points, le score minimum requis cette année. Par rapport à l'édition 2021 de l'EP, le nombre de CT ayant réussi l'évaluation IDP augmente de deux.

Tableau n° 21 : liste des CT ayant un score égal ou supérieur à 64 points

| LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | IDP1.1 | IDP1.2 | IDP1.3 | IDP1.4 | IDP1.5 | IDP1.6 | IDP2.1 | IDP2.2 | IDP2.3 | IDP3.2 | IDP3.3 | RESULTATS |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|
| PIKINE | 8 | 8 | 9 | 8 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 80 |
| RUFISQUE | 4 | 8 | 9 | 8 | 4 | 0 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 68 |
| DIOURBEL | 0 | 8 | 0 | 8 | 8 | 0 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 66 |
| TOUBA MOUSQUEE | 8 | 8 | 0 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 0 | 8 | 74 |
| FATICK | 0 | 9 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 85 |
| KAOLACK | 8 | 8 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 5 | 8 | 9 | 2 | 82 |
| KEDOUGOU | 0 | 8 | 0 | 8 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 9 | 2 | 64 |
| KOLDA | 0 | 8 | 5 | 8 | 0 | 9 | 8 | 9 | 8 | 9 | 8 | 72 |
| LOUGA | 4 | 8 | 5 | 8 | 4 | 9 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 73 |
| MATAM | 0 | 8 | 9 | 8 | 8 | 9 | 8 | 9 | 4 | 2 | 8 | 73 |
| TAMBACOUNDA | 0 | 9 | 0 | 8 | 8 | 4 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 64 |
| MBOUR | 8 | 8 | 9 | 8 | 0 | 9 | 8 | 9 | 2 | 8 | 8 | 77 |
| THIES VILLE | 0 | 8 | 9 | 8 | 8 | 7 | 8 | 9 | 0 | 0 | 8 | 65 |
| ZIGUINCHOR | 0 | 9 | 9 | 8 | 5 | 9 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 75 |

Il peut être tiré de ce tableau la confirmation de la nécessité pour les CT d'assurer au moins la performance administrative pour pouvoir prétendre à l'atteinte du score minimum IDP, même si cela n'y suffit pas.

Ainsi, parmi les 14 CT figurant au tableau seule la Commune de Diourbel a pu réussir en ratant trois IDP financiers ayant fait le plein de point des IDP de performance administrative et sur l'entretien des investissements. A l'inverse, seules quatre CT ont eu un score nul sur un IDP de performance administrative, en l'occurrence, Kolda et Mbour (Gestion informatisée du budget) et Ville de Thiès et Touba Mosquée (Réunion publique).

Il faut aussi relever que l'IDP 1.5 sur la gestion informatisée du budget, introduit cette année avec des craintes sur le niveau d'implémentation du GFILOC dans les CT n'a pas au final pénalisé les CT, seules deux des CT ayant réussi ont eu un score nul à ce niveau.

3.2.2. Les collectivités ayant un score inférieur à 64 points

Cinq (5) collectivités territoriales ont obtenu un score inférieur au score minimum de 64 points requis. Le tableau ci-dessous présente leur score respectif.

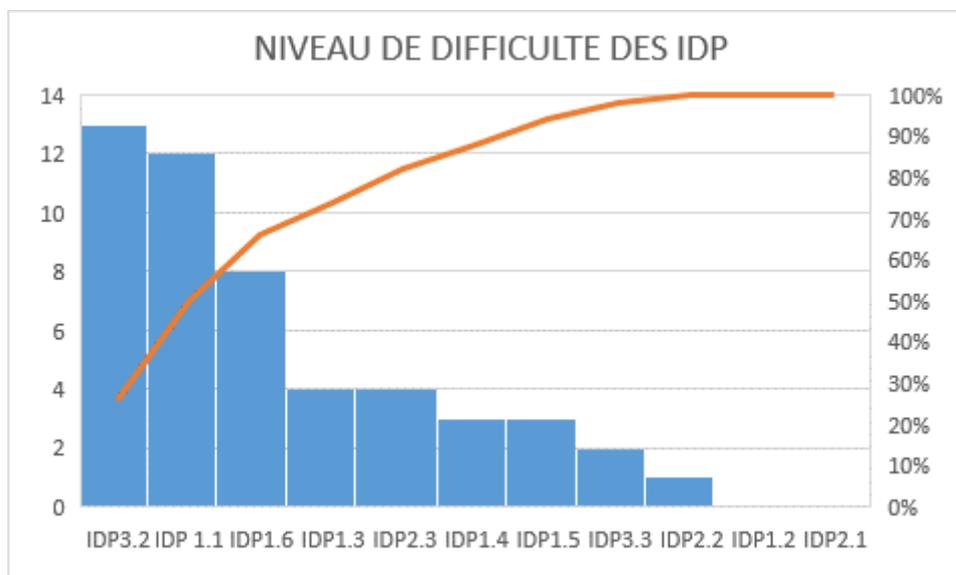
Tableau n° 22 : Liste des CT ayant un score inférieur à 64 points

| LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | IDP1.1 | IDP1.2 | IDP1.3 | IDP1.4 | IDP1.5 | IDP1.6 | IDP2.1 | IDP2.2 | IDP2.3 | IDP3.2 | IDP3.3 | RESULTATS |
|---------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|
| DAKAR | 8 | 9 | 9 | 2 | 8 | 9 | 8 | 0 | 0 | 2 | 8 | 63 |
| GUEDEAWAYE | 0 | 8 | 9 | 8 | 6 | 0 | 8 | 9 | 0 | 2 | 8 | 58 |
| KAFFRINE | 0 | 8 | 9 | 2 | 8 | 0 | 4 | 5 | 8 | 2 | 8 | 54 |
| SAINT LOUIS | 0 | 8 | 9 | 0 | 8 | 0 | 8 | 9 | 8 | 2 | 8 | 60 |
| SEDHIOU | 0 | 8 | 5 | 8 | 0 | 9 | 4 | 9 | 8 | 2 | 8 | 61 |

Ce tableau confirme illustre une nouvelle fois la nécessité de s'efforcer à obtenir tous les points, sinon un maximum de points, sur la performance administrative. En effet toutes les CT y figurant ont manqué des points sur la commission de fiscalité locale (3 CT), la gestion informatisée du budget (2 CT), la double publication des décisions du conseil municipal (2 CT), la gestion des plaintes (2 CT), ou la réunion publique (2 CT).

Cette année encore, il peut être relevé que toutes les communes de ce tableau, sauf la Ville de Dakar, ont raté l'IDP sur la capacité d'autofinancement (1.1).

Graphique n°5 : Niveau de difficulté des IDP pour les CT



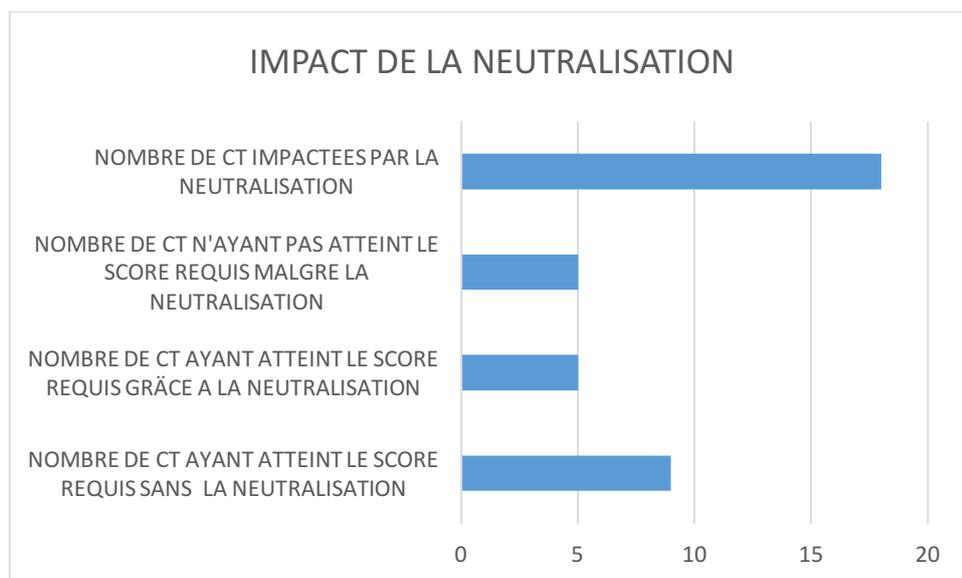
En tenant pas compte de l'IDP 1.2 en raison de sa neutralisation, l'IDP 3.2 (l'entretien des investissements), l'IDP 1.1 (Capacité d'autofinancement) et l'IDP 1.6 (contrôle de la masse salariale) sont les indicateurs pour lesquels les CT ont plus de mal à obtenir des points. Ainsi, 30% des CT n'ont pas la moyenne pour les IDP 1.3 et 2.3 tandis que 20% ont une note inférieure à la moyenne pour les IDP 1.4 et 1.5.

Globalement, les Indicateurs du thème traitant de la gestion financière sont les plus problématiques pour les CT.

En revanche, il faut noter que l'ensemble des CT ont marqué des points sur l'IDP 2.1, dont 17 ont eu le maximum et deux autres la moitié des points.

En dehors de la commune de Mbour qui est la seule CT à avoir 8 sur 8 à l'IDP 1.2 et fait partie des CT qui ont atteint le score requis après l'évaluation sur pièce, toutes les CT sont impactées par la neutralisation de l'IDP 1.2. Certains ont vu leur score s'améliorer et d'autres ont accédé au score requis grâce à cette neutralisation, tel est le cas de Diourbel, Rufisque, Kédougou, Tambacounda et Thiès. Ce résultat montre toute l'importance de cette décision de neutraliser l'indicateur 1.2.

Graphique n°6 : Impact de la neutralisation de l'IDP 1.2



En dehors de la commune de Mbour qui est la seule CT à avoir 8 sur 8 à l'IDP 1.2 et fait partie des CT qui ont atteint le score requis après l'évaluation sur pièce, toutes les CT sont impactées par la neutralisation de l'IDP 1.2. Certains ont vu leur score s'améliorer et d'autres ont accédé au score requis grâce à cette neutralisation, tel est le cas de Diourbel, Rufisque, Kédougou, Tambacounda et Thiès. Ce résultat montre toute l'importance de cette décision de neutraliser l'indicateur 1.2.

Par ailleurs, il faut également noter, que neuf (9) CT ont atteint le score requis sans la neutralisation.

IV. CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS

La phase provisoire de l'évaluation a révélé à la Cour certaines contraintes ou dysfonctionnements qu'il convient de lever par des recommandations.

4.1. Les principales contraintes

La phase de vérification provisoire a soulevé des problématiques précises quant au protocole de vérification de certains CMO et IDP :

1. Sur la CMO 3, le défaut de versement intégral de l'annuité du moratoire a conduit la Cour à invalider cette CMO pour les communes ayant versé un montant inférieur à l'annuité à laquelle elles s'étaient engagées. Les propositions des parties prenantes qui sont favorables au constat de l'effort fourni par lesdites CT n'ont pas été admises par la Cour ;
2. Sur les CMO 5 et 6, le MOP et le questionnaire d'auto évaluation fixe le délai selon cette formule « avant le 31 décembre » alors que l'arrêté ministériel indique ce délai « au plus tard le 31 décembre ». La Cour a retenu le délai de l'arrêté et validé la CMO pour les CT ayant déposé le PARCA ou le PTI à la DCT le 31 décembre ;

3. Sur la CMO 6, la forme du PTI est revenue dans les questionnements de cette année. Les CT n'ayant pas fourni un document autonome intitulé PTI, n'étant pas pénalisée lorsqu'elles ont produit à la place une délibération mentionnant tous les éléments du PTI. Le caractère glissant du PTI n'est pas toujours compris par les CT ; la Cour a mis l'accent sur le caractère triennal avec bien sûr l'année évaluée ;
4. Sur la CMO 7, le MOP et l'arrêté ministériel n'intègrent pas la partie relative à la désignation des membres de la commission des marchés et la transmission de leur acte de désignation à la DCMP avant le 5 janvier ;
5. Sur l'IDP 1.4, le MOP et le questionnaire d'auto-évaluation énumèrent parmi les documents à fournir l'arrêté de création de la commission de fiscalité locale. Conformément à l'article 309, l'acte de création de ladite commission peut revêtir des formes diverses y compris une correspondance du chef de service déconcentré de la DGID au maire, alors qu'un arrêté n'est pas dans les actes que ce dernier est habilité à prendre. La Cour a accordé les points correspondants en conséquence ;
6. Sur l'IDP 1.5, la Cour et les parties prenantes ont pris date à la phase de contestation pour évaluer les conditions de validation des points relatifs à cet IDP ;
7. Sur l'IDP 2.2., et, de manière plus générale, l'implémentation du mécanisme de gestion des plaintes, même dans les CT non IDP, la Cour note un besoin de formation et de sensibilisation des élus et agents municipaux, notamment sur le champ et la nature des plaintes qui devraient englober tous les projets et réalisations des CT ;
8. Sur la désignation des points focaux PACASEN par un acte formel du maire, la Cour relève que certaines CT n'ont pas pris d'acte pour la désignation d'un point focal bien qu'un agent ou un élu municipal accomplit cette tâche ;
9. Sur le coaching territorial continu, la Cour relève que des informations ou précisions ne figurant pas dans le MOP ou le questionnaire d'autoévaluation sont transmises verbalement aux CT sans tenir la Cour informée. Il en a été ainsi, pour la CMO 3, de la possibilité pour les CT sous moratoire pour la dette PAC/PRECOL de ne pas verser la totalité de l'annuité ainsi que, pour la CMO 8, notamment à Podor, de déposer les fiches de screening à la DREC sans le PAI. Dans ces deux cas, la Cour n'a pas accepté l'atteinte de la CMO concernée.

En outre, d'autres problématiques non directement corrélées à un indicateur particulier méritent d'être relevées ici :

1. La réforme administrative et territoriale récente dans la Région de Dakar en scindant l'ancienne commune de Keur Massar a induit la problématique de l'intégration des nouvelles communes qui en sont issues au PACASEN. Ces communes pourraient, le cas échéant, soumettre un dossier à la prochaine édition de l'évaluation de performance. Il est à noter que jusqu'ici toutes les communes de la Région de Dakar sont éligibles au Programme.
2. Les contrôles sur place ont permis de noter que certaines CT n'ont pas encore démarré leurs investissements PACASEN avec la maîtrise d'ouvrage déléguée à l'AGETIP en raison de l'exigence par les comptables publics d'une autorisation de signer un marché par entente directe avec l'AGETIP. A cet égard, il faut rappeler que le PAD mentionne expressément cette entité et l'Ageroute comme étant les structures dédiées.
3. Les CT ont fait noter cette année encore le besoin de revoir la forme du PARCA pour prévoir une rubrique pouvant accueillir les formations sur financements propres ou avec d'autres partenaires. Ce qui permettrait aux CT de disposer d'un document unique de planification annuelle sur la formation, à l'instar du PAI pour les investissements.
4. L'IDP 3.2. relatif à l'entretien des investissements, au-delà du score faible obtenu par certaines CT (entre 0 et 2 pour 12 communes), révèle une incohérence dans sa

conception. En effet, les critères A, B et C, notés respectivement 2, 5 et 9 ne sont pas cumulatifs. En conséquence, une CT peut bien inscrire des crédits inférieurs à 3% du budget total des investissements et en exécuter plus de 60%, correspondant aux 9 points. A noter que plus le montant des crédits inscrits est faible, plus le taux d'exécution pourrait être inversement proportionnel.

5. La Cour relève que le contrôle sur place des investissements gagnerait en intérêt et en efficacité si elle dispose du rapport élaboré par l'ADM sur le suivi des PTI/PAI.
6. Bien que des efforts soient faits et des progrès notés dans la mise en place des fonds PACASEN depuis le début du Programme, il convient de souligner qu'une mise en place plus rapide desdits fonds aura un impact sur les investissements des CT et par la suite sur les scores des IDP 1.3 et 3.2 ;
7. La Cour considère que dans le processus en amont de l'évaluation de performance, la révision du MOP devrait précéder la prise de l'arrêté ministériel fixant les CMO et les IDP à évaluer.

4.2. Les recommandations aux différents acteurs

- Aux Collectivités territoriales

1. Veiller à la confection rigoureuse des dossiers ;
2. Respecter les directives des documents d'évaluation ;
3. Produire les pièces expressément requises dans l'auto questionnaire ;
4. Etablir, en cas de dépôts multiples des pièces composant le dossier d'évaluation, systématiquement un bordereau récapitulatif et veiller à sa décharge ;
5. Veiller à l'élaboration du Plan annuel d'investissement (PAI) et à le produire dans le dossier de l'évaluation de performance

- A la Direction des Collectivités territoriales :

1. Veiller, en cas de dépôts multiples ou séquencés par une collectivité territoriale, à l'élaboration par cette dernière d'un bordereau récapitulatif unique et à le faire décharger ;
2. Augmenter de vigilance lors de la réception des dossiers des CT pour minimiser la déperdition des documents figurant sur le bordereau déchargé par la DCT ;
3. Etablir, en cas de dépôts multiples des pièces composant le dossier d'évaluation par une CT, systématiquement un bordereau récapitulatif et veiller à sa décharge ;
4. Veiller à la conformité des pièces énumérées dans le bordereau avec celles qui sont produites avant d'apposer la décharge.

- A l'Agence de Développement municipal :

1. Veiller, en relation avec la Cour des Comptes, à la mise à jour du MOP et des auto-questionnaires sur les points détaillés au 4.1 du présent rapport ;
2. Partager avec la Cour des Comptes toute information supplémentaire donnée aux CT sur les critères de l'évaluation de performance et les données à fournir à la Cour des Comptes ;

3. Actualiser au plus près le fichier des arriérés de dette PAC/PRECOL avant de le transmettre à la Cour des Comptes ;
4. Veiller à la formation des élus et des agents des collectivités territoriales sur le mécanisme de gestion des plaintes ;
5. Soumettre la question de la maîtrise d'ouvrage déléguée à tous les acteurs impliqués afin de lever les incertitudes ;
6. Ouvrir une réflexion sur la possibilité d'intégrer dans le PARCA une rubrique où pourront figurer les formations hors catalogue financés par la commune ou ses autres partenaires.
7. Veiller à la formation des collectivités territoriales sur le volet environnemental du PACASEN ;
8. Conduire les activités de révision du MOP dès la fin de l'évaluation de performance (31 mai) de manière à permettre la prise de l'arrêté ministériel fixant les CMO et IDP à évaluer sur la base du MOP révisé.

- Aux Agences régionales de Développement :

1. Renforcer la sensibilisation et le coaching des collectivités territoriales sur l'élaboration des PTI glissants et leur déclinaison en PAI.

- Aux directions impliquées du Ministère des Finances et du Budget

1. Renforcer les dispositions prises pour la mise en place rapide des fonds PACASEN destinés aux CT.


Le Président de Chambre

Joseph NDOUR

ANNEXES

Tableau n° 23 : Tableau détaillé des collectivités territoriales n'ayant pas atteint les CMO à l'évaluation sur pièces

| N° | COLLECTIVITE TERRITORIALE | CM O1 | CM O2 | CM O3 | CM O4 | CM O5 | CM O6 | CM O7 | CM O8 | RESULTATS |
|----|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------|
| 1 | GOREE | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 2 | VILLE DE GUEDIAWAYE | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 3 | THIES OUEST | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 4 | KHOMBOLE | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 5 | NGUEKOKH | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 7 |
| 6 | TIVAOUANE | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 7 | RICHARD TOLL | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 7 |
| 8 | KOUNGHEUL | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 9 | KEDOUGOU | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 10 | MATAM | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 11 | KANEL | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 7 |
| 12 | VILLE DE PIKINE | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 5 |
| 13 | SAINT LOUIS | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 14 | PODOR | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 7 |
| 15 | GOUDOMP | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 16 | KOUMPENTOUM | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 7 |
| 17 | HANN/BEL-AIR | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 7 |
| 18 | GRAND YOUFF | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 19 | HLM | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 20 | THIAROYE SUR MER | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 7 |
| 21 | DJIDAH THIAROYE KAO | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 7 |

| | | | | | | | | | | |
|----|--------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 22 | PIKINE OUEST | 1 | 1 | | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 6 |
| 23 | BARGNY | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 6 |
| 24 | RUFISQUE OUEST | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 6 |
| 25 | THIES NORD | 1 | 1 | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 6 |
| 26 | ZIGUINCHOR | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 6 |
| 27 | OUROSSOGUI | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 6 |
| 28 | THIONCK ESSYL | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 6 |
| 29 | MBAO | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 6 |
| 30 | MBACKE | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 5 |
| 31 | GRAND DAKAR | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 6 |
| 32 | VILLE DE RUFISQUE | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 5 |
| 33 | YEUMBEUL NORD | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 5 |
| 34 | THIES VILLE | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 5 |
| 35 | PARCELLES ASSAINIES | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 5 |
| 36 | FANN-POINT E-AMITIE | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 5 |
| 37 | DIAMAGUENE SICAP MBAO | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 5 |
| 38 | PATTE D'OIE | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 5 |
| 39 | NGOR | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 5 |
| 40 | VILLE DE DAKAR | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 4 |
| 41 | DIAMNIADIO | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 4 |
| 42 | MALIKA | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 3 |
| 43 | TIVAOUANE DIACK SAO | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 |
| 44 | THIAROYE GARE | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 |
| 45 | KEUR MASSAR | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| 46 | PIKINE EST | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |

Tableau n° 24 : Echantillon des communes retenues pour l'évaluation sur place

| | NB RE | DAKAR | DIOUR BEL | KAFFRINE | KEDOU GOU | FATICK | KOLDA | KAOLACK | LOUGA | MATAM | SAINT-LOUIS | SEDHIOU | TAMBACOUNDA | ZIGUINHOR | THIES | |
|-----------------------|-------|----------------------------|-----------|-----------|-----------|--------|--------------------|---------|----------|----------|-------------|------------|-------------|------------|-------|------------|
| 80% CT/CMO (27CT) | 1 | GRAND DAKAR | MBACKE | KOUNGHEUL | SALEMTA | GOSSAS | MEDINA YORO FOULAH | KAHONNE | LINGUERE | THILOGNE | DAGANA | BOUNKILING | TAMBACOUNDA | THONKESSYL | POUT | |
| | 2 | YOFF | | | | | | | | KANEL | PODOR | | | | | THIES EST |
| | 3 | GUEULE TAPEE FASS COLOBANE | | | | | | | | | | | | | | THIADI AYE |
| | 4 | GOLF SUD | | | | | | | | | | | | | | |
| | 5 | RUFISQUE NORD | | | | | | | | | | | | | | |
| | 6 | SEBIKOTANE | | | | | | | | | | | | | | |
| | 7 | OUAKAM | | | | | | | | | | | | | | |
| | 8 | NGOR | | | | | | | | | | | | | | |
| | 9 | WAKHINANE NIMZATT | | | | | | | | | | | | | | |
| | 10 | SAM NOTAIRE | | | | | | | | | | | | | | |
| | 11 | RUFISQUE | | | | | | | | | | | | | | |
| 20% CT/CMO (7CT) | 12 | DAKAR | | | | | VELINGARA | | | MATAM | NIANDANE | MARSASSOUM | | | | |
| | 13 | THIAROYE GARE | | | | | | | | | | | | | | |
| | 14 | PIKINE NORD | | | | | | | | | | | | | | |
| 15% CT/CMO-IDP (6 CT) | 15 | PIKINE | | | | FATICK | | | LOUGA | MATAM | | SEDHIOU | TAMBACOUNDA | | | |
| | 16 | RUFISQUE | | | | | | | | | | | | | | |
| | 17 | DAKAR | | | | | | | | | | | | | | |
| | 18 | GUEDEAWAYE | | | | | | | | | | | | | | |